

John Maynard Keynes

La fin du laissez-faire

Et autres textes sur le libéralisme

*Traduit de l'anglais
par Hélène de Largentaye*

**PETITE
BIBLIO
PAYOT
CLASSIQUES**

**JOHN MAYNARD
KEYNES**

**LA FIN DU
LAISSEZ-FAIRE**

2017

Préface

par Hélène de Largentaye

Depuis les années 1980, l'emprise du laissez-faire et du libéralisme économique s'accroît de façon marquante dans l'économie mondiale. Ces deux doctrines ont des contenus très voisins. Le laissez-faire bannit l'intervention publique dans les marchés, qu'il s'agisse des économies nationales ou des échanges internationaux. Le libéralisme économique est une politique mise en œuvre par les États pour lever les entraves au marché là où elles existent et pour augmenter la part de l'entreprise privée dans l'économie.

Choisis à travers ce prisme du laissez-faire et du libéralisme économique, voici sept textes de Keynes. Deux sont inédits en français ; quatre autres sont proposés dans une nouvelle traduction ; le dernier est un extrait de la *Théorie générale*. Un choix de citations extraites des œuvres de Keynes relatives au libéralisme figure à la fin de cet ouvrage. Les contextes politiques et économiques de ces écrits sont variés : ralentissement de l'activité économique consécutif au rétablissement de la parité-or des monnaies, grande dépression de 1929, montée des populismes et des États totalitaires dans les années 1930, Seconde Guerre mondiale, reconstruction de l'ordre économique mondial dans l'après-guerre. Le constat est clair : de façon continue, Keynes s'éloigne du laissez-faire et sa critique devient de plus en plus sévère.

À la lecture de ces textes, on sera frappé par l'étroite imbrication des dimensions économique, financière, sociale, morale et même environnementale (s'agissant de biens communs comme la nature) dans la pensée keynésienne, une pensée difficile à classer selon nos catégories usuelles, ni de droite ni de gauche, ni capitaliste libérale ni socialiste étatique, mais une pensée mue par une obsession, celle du plein emploi, seule réponse, pour Keynes, aux maux économiques et sociaux de son époque.

Les quatre premiers textes, écrits au cours des années 1920 marquées par le rétablissement de la parité-or de la livre en 1925, témoignent d'une première distanciation de l'économiste britannique par rapport au laissez-faire.

Dans « Suis-je un libéral ? » (1925), Keynes révèle son choix par défaut du parti libéral. Toutefois, si le programme dont il rêve est libéral, au sens progressiste où l'entendent les Anglais lorsqu'il s'agit de questions de société ou relatives à la paix, il ne l'est nullement sur le plan économique : pour Keynes, les ouvriers ne doivent pas être les victimes d'une politique monétaire subordonnée à l'étalon-or, et la rémunération du travail ne doit pas résulter de la seule loi du marché, mais de négociations entre employeurs et syndicats.

Publié l'année suivante, « La fin du laissez-faire » débute par une longue analyse

des origines philosophiques et morales de cette doctrine. Après avoir mis en évidence la faiblesse majeure qui rend celle-ci inopérante – le fait que les hypothèses retenues ne correspondent pas à la réalité économique –, Keynes estime que la collectivité doit, sous une forme décentralisée qui reste à préciser, prendre la place de sociétés privées dans certains domaines où la recherche du profit ne doit pas être l'unique mobile de l'activité économique. Il préconise par ailleurs de confier à un organe de réflexion coordonnée – plutôt qu'à « des entités privées » – la détermination des ressources que la collectivité devrait consacrer à l'épargne, ainsi que l'organisation du marché des capitaux. On reconnaîtra dans ces deux propositions les origines de ce que nous appellerons, en France, d'une part l'économie mixte, d'autre part la planification indicative.

Deux extraits suivront. L'un, tiré de « Libéralisme et travaillisme » (1926), où Keynes présente trois principes : l'efficacité économique, la justice sociale et la liberté individuelle, qui sont pour lui les piliers de la « République sociale idéale ». L'autre, inédit en français, tiré de « Can Lloyd George Do It ? » (1929), une brochure politique destinée à soutenir le programme électoral libéral de Lloyd George (« Nous pouvons vaincre le chômage »), où Keynes fustige l'immobilisme des Conservateurs, prisonniers de l'orthodoxie financière et de leur attachement au laissez-faire.

Au cours des années 1930, deux textes, « L'autosuffisance nationale » (1933) et *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, œuvre majeure de Keynes publiée en 1936, et dont le dernier chapitre figure dans le présent recueil, plaident pour l'intervention de l'État, le premier dans les échanges extérieurs, le second dans l'économie intérieure, mettant ainsi à mal, et parfois de façon provocatrice, les principes du laissez-faire.

Avant de mourir brutalement en 1946, Keynes se consacre, au début des années 1940, à la construction du nouvel ordre économique mondial. Plusieurs volumes de ses œuvres complètes sont dévolus à ses projets internationaux. Inédit en français, « La politique de change après la guerre » (1941), qui deviendra par la suite le plan pour l'International Clearing Union (ou plan Keynes), pose les principes devant présider au nouveau système monétaire international. À l'opposé du régime de l'étalon-or qui avait dominé le monde au XIX^e siècle et jusqu'à la Première Guerre mondiale, cet essai développe l'idée que la responsabilité de l'ajustement des balances des paiements doit reposer au moins autant sur les pays excédentaires que sur les pays déficitaires.

Pendant vingt-cinq ans après la guerre, les nombreux pays qui mirent en œuvre les idées de Keynes, la France en particulier, connurent des résultats satisfaisants en termes de croissance et d'emploi. Mais la déclaration de Richard Nixon, en août 1971, relative à l'inconvertibilité du dollar en or, puis les chocs pétroliers de 1973 et de 1980, ainsi que la nouvelle politique monétaire américaine de taux d'intérêt élevés au début des années 1980, mirent fin à cette situation heureuse. L'arrivée au

pouvoir de Margaret Thatcher au Royaume-Uni et de Ronald Reagan aux États-Unis tous deux adeptes du libéralisme économique et de son corollaire, la déréglementation des marchés, précipitèrent un retour de balancier vers les anciennes idées remises au goût du jour.

Le début du XXI^e siècle laisse de nombreuses personnes désemparées face à la mondialisation de l'économie et de la finance, à la libéralisation des marchés et aux politiques d'austérité budgétaire. Raison de plus de lire ou relire Keynes, d'adapter et de prolonger sa pensée à la lumière des réalités de notre époque, pour que le balancier s'éloigne à nouveau du laissez-faire et que des réponses puissent être données aux urgences en matière d'emploi, de justice sociale et de défis environnementaux.

Hélène de LARGENTAYE

Suis-je un libéral ?

« Am I a Liberal¹ ? » est la transcription d'un discours prononcé à l'École d'été des Libéraux (Liberal Summer School) en août 1925. Cette école avait été fondée par des industriels, universitaires et politiques libéraux de Manchester en 1921. L'idée était de former les élites du parti libéral en invitant chaque été, alternativement à Oxford et Cambridge, les meilleurs orateurs à s'exprimer sur des sujets politiques et sociaux d'actualité. Ainsi, John Maynard Keynes fut invité dès la première session qui se tint à Oxford, à l'été 1922, pour présenter la question de la dette et des réparations consécutives à la Première Guerre mondiale.

Le texte de ce discours fut publié le même mois dans deux numéros de la revue *Nation and Athenaeum* que Keynes dirigeait *de facto* – il en était le président².

Après une critique cinglante des partis conservateur et travailliste, Keynes fait part de ses affinités pour le parti libéral, dont il souhaiterait cependant modifier les sujets à l'ordre du jour pour les adapter aux préoccupations réelles de l'opinion du moment. Quatre ans plus tard, en rédigeant en grande partie le programme économique du parti libéral (« We Can Conquer Employment »), Keynes allait soutenir Lloyd George qui menait campagne pour ce parti aux élections législatives de 1929.

Parmi les questions qui étaient d'actualité en 1925 figure l'intervention (on dirait aujourd'hui la « régulation ») plus importante de la puissance publique dans l'organisation sociale.

Les « questions sexuelles » font aussi partie des questions d'actualité. Elles recouvrent en fait la question des femmes ou les questions de genre : Keynes préconise un contrôle des naissances et la pratique de la contraception ainsi qu'une clarification du statut de la femme au travail de nature à mettre en cause la prétendue liberté du marché du travail.

Selon lui, en effet, les salaires ne doivent pas résulter de l'offre et de la demande de main-d'œuvre, mais doivent prendre en compte d'autres considérations relevant en particulier de la justice sociale. Dans le même esprit, Keynes trouve légitime la revendication des syndicats pour que les salaires et les emplois ne soient pas sacrifiés aux objectifs, souvent erronés, de la politique monétaire.

L'un des principaux apports de « Suis-je un libéral ? » est sa référence à John Roger Commons³, dont l'influence sur Keynes fut importante, phénomène rare qui mérite d'être souligné. Commons fut le premier à élaborer la théorie des stades de développement économique (le XX^e siècle se trouvant dans la période de stabilisation dans laquelle, en particulier, les syndicats ont un rôle reconnu) succinctement présentée par Keynes dans son essai.

Nous reprenons ici l'intégralité du discours, bien qu'un passage relatif à la direction du parti travailliste soit absent du texte anglais publié dans *Nation and Athenaeum*.

I

Si l'on est animal politique-né, il est extrêmement inconfortable de n'appartenir à aucun parti ; on est saisi par le froid, la solitude et l'inutilité. Mais si l'on appartient à un parti et que celui-ci est fort, si son programme et sa philosophie sont empreints de compassion, s'ils satisfont les instincts tout à la fois sociables, pratiques et intellectuels, comme cela doit être agréable ! Et cela mérite une cotisation généreuse et qu'on y consacre tout son temps libre.

L'animal politique qui ne peut se résoudre à marmotner les paroles méprisables : « Je ne suis pas un homme de parti », préférera sans doute appartenir à un parti quelconque plutôt qu'à aucun. S'il ne peut trouver un foyer qui l'attire, il doit en trouver un parmi ceux qui lui déplaisent le moins plutôt que de rester à l'extérieur dans le froid.

Prenez, par exemple, mon propre cas : où me porte ce choix par élimination ? Comment pourrais-je me résoudre à être un conservateur ? Ce parti ne m'offre ni le pain ni le vin – ni consolation intellectuelle ou spirituelle. Je n'y trouverais nul amusement, enthousiasme ou enseignement. L'atmosphère, la mentalité et la vision de la vie qui sont communes à beaucoup de ses membres – je ne citerai personne – ne favorisent ni le bien public ni mon propre intérêt. Elles ne mènent nulle part, ne satisfont aucun idéal, ne sont conformes à aucune référence intellectuelle. Elles ne rassurent pas et ne sont pas conçues pour préserver de ses adversaires ce degré de civilisation que nous avons déjà atteint.

Devrais-je pour autant rejoindre le parti travailliste ? À première vue, il est plus attractif. Mais à y regarder de plus près, il présente de sérieux inconvénients. À commencer par le fait que c'est un parti de classe et que celle-ci n'est pas la mienne. S'il y avait des intérêts catégoriels à défendre, je pousserais les miens. Quand il s'agit de la lutte de classes en tant que telle, mon patriotisme personnel, comme chez tout un chacun (à l'exception de certains patriotismes d'un zèle déplaisant), est lié à mon milieu. Je peux être influencé par ce qui me semble relever de la justice et du bon sens ; mais la lutte des *classes* me trouvera du côté de la *bourgeoisie* cultivée⁴.

Mais cela n'est pas la difficulté fondamentale. Je suis prêt à sacrifier mon patriotisme étroit pour une cause générale importante. Quelle est la vraie raison qui m'éloigne du parti travailliste ?

Je ne peux l'expliquer sans commencer à aborder ma position de fond.

Plus que jamais, je crois que les questions relatives au cadre économique de la société constitueront à l'avenir, et de loin, l'enjeu politique majeur. Les aspects intellectuels et techniques des solutions adaptées dépasseront, selon moi, l'entendement de la grande masse d'électeurs plus ou moins illettrés. Cependant, dans une démocratie, tous les partis, quels qu'ils soient, doivent dépendre de cette masse d'électeurs dont l'entendement est insuffisant ; aucun parti n'arrivera au pouvoir à moins qu'il ne puisse gagner la confiance de ceux-ci en les persuadant, d'une manière générale, soit qu'il a l'intention de promouvoir leurs intérêts, soit

qu'il va satisfaire leurs passions. Néanmoins, la démocratisation plus ou moins forte de tous les échelons de l'appareil et son influence dans la façon de préparer le programme, y compris dans ses détails, diffèrent selon les partis. À cet égard, le parti conservateur est de loin le mieux placé. Son premier cercle peut presque dicter les détails et la technique de la politique. Traditionnellement, la gestion du parti libéral était également assez autocratique. Mais récemment, des mouvements mal avisés ont démocratisé la préparation du programme, y compris dans ses détails, en réaction à un *leadership* faible et divisé, qu'il faudrait en fait renforcer et unifier. Si la direction était forte, les aspects techniques de la politique – qu'il faut distinguer des grands principes – pourraient encore être dictés d'en haut. De son côté, le parti travailliste est dans une position encore plus faible.

Par-dessus tout, je ne crois pas que les éléments intellectuels du parti travailliste y exerceront jamais un contrôle adéquat ; trop de choses seront toujours décidées par ceux qui ne savent pas du tout de quoi ils parlent ; et si – ce qui n'est pas invraisemblable – un premier cercle autocratique se saisit du parti, il œuvrera dans l'unique intérêt de l'aile la plus à gauche du parti – la section du parti travailliste que j'inclinerais à désigner comme relevant d'un « parti de la catastrophe ».

Par élimination, je crois que le parti libéral serait encore le meilleur instrument du progrès futur – si seulement il disposait d'une direction forte et d'un bon programme.

Prenons maintenant le problème des partis de façon positive – en considérant davantage ce qui attire que ce qui détourne –, l'impression est lugubre quel que soit le parti, que nous placions nos espoirs dans les programmes ou dans les hommes. Et la raison en est toujours la même. Les questions historiques de partis du XIX^e siècle sont aussi périmées qu'une nourriture avariée et, alors que se profilent les questions d'avenir, celles-ci n'entrent pas encore dans leurs préoccupations ; elles dépassent d'ailleurs les clivages habituels.

La liberté civile et religieuse, le droit de vote, la question irlandaise, l'autonomie des dominions⁵, le pouvoir de la Chambre des lords, l'imposition fortement progressive des revenus et des fortunes, l'utilisation sans compter des recettes publiques pour les « réformes sociales » – à savoir l'assurance sociale pour parer à la maladie, au chômage et à la vieillesse – ainsi que l'éducation, le logement et la santé publique, toutes ces causes pour lesquelles le parti libéral a combattu, sont soit résolues, soit obsolètes, soit intégrées dans le socle commun de tous les partis. Que reste-t-il ? Certains diront : la question foncière. Pas moi, car je pense qu'en raison d'une évolution silencieuse des faits, cette question, sous sa forme traditionnelle, a été réduite à un sujet de très faible importance politique. Je ne vois que deux pièces maîtresses du programme libéral historique qui tiennent encore la route – la question de la prohibition et celle du libre-échange. Et si la seconde conserve aujourd'hui toute son importance et son actualité, c'est par hasard. Deux arguments ont toujours plaidé en faveur du libre-échange – l'argument du *laissez-*

faire qui séduisait et continue à séduire les individualistes libéraux, et l'argument économique fondé sur les bénéfices qui découlent de l'emploi par chaque pays de ses ressources là où il détient un avantage comparatif. Je ne crois plus en la philosophie politique qui sous-tend la doctrine du libre-échange. Je crois en revanche au libre-échange car, sur le long terme et de façon générale, c'est la seule politique qui soit techniquement saine et intellectuellement sans faille.

Dans le meilleur des cas, le parti libéral peut-il se maintenir sur les seules questions du foncier, de la prohibition et du libre-échange quand bien même il parviendrait à un programme unifié et bien articulé sur les deux premiers sujets ? Les raisons *positives* incitant à être libéral sont à présent bien faibles.

Comment, par ailleurs, les autres partis se situent-ils lorsqu'on fait un choix par adhésion ?

Le parti conservateur aura toujours sa place comme foyer des ultras.

Mais si l'on prend son programme, il se trouve dans une aussi mauvaise posture que le parti libéral. Ce qui sépare aujourd'hui un jeune conservateur progressiste du libéral moyen tient souvent à un simple hasard de tempérament ou à des liens du passé, et non à une réelle différence de politiques ou d'idéaux. Les vieux cris de guerre sont étouffés ou sont devenus aphasiques. L'Église, l'aristocratie, les intérêts fonciers, les droits de propriété, les gloires de l'Empire, la fierté des services, même la bière et le whisky, ne reviendront plus jamais comme lignes d'orientation de la politique britannique.

Le parti conservateur devrait se préoccuper d'adapter une version du capitalisme individuel aux circonstances qui évoluent progressivement. La difficulté vient du fait que les dirigeants capitalistes de la City et au Parlement sont incapables de discerner les nouvelles mesures pour protéger le capitalisme de ce qu'ils appellent le bolchevisme. Si le capitalisme à l'ancienne était intellectuellement capable de se défendre lui-même, il resterait en place pendant bon nombre de générations. Mais, heureusement pour les socialistes, il y a peu de chances pour qu'il en soit ainsi.

Je crois qu'il faut chercher les germes de la décadence intellectuelle du capitalisme individualiste dans une institution qui ne caractérise nullement celui-ci mais qui fut reprise du système social féodal qui le précéda – à savoir le principe d'hérédité. Appliqué à la transmission de la richesse et au contrôle des affaires, ce principe est la raison pour laquelle le *leadership* de la cause capitaliste est faible et inconsistant. Il est trop dominé par des vieillards. Rien ne provoquera plus sûrement le déclin d'une institution sociale que son attachement au principe d'hérédité. Le fait que l'Église, de loin la plus ancienne de nos institutions, se soit toujours préservée de cette tare en est une illustration *a contrario*.

De même que le parti conservateur aura toujours son aile ultraréactionnaire, le parti travailliste sera toujours flanqué du « parti de la catastrophe » – jacobins, communistes, bolchevistes – comme il vous plaira de l'appeler. Celui-ci hait ou méprise les institutions existantes et croit qu'un grand bien résultera de leur simple

renversement, ou, au moins, que le fait de les renverser est le préliminaire nécessaire à tout progrès majeur. Il ne peut prospérer que dans une atmosphère d'oppression sociale ou comme réaction contre le gouvernement des ultras. En Grande-Bretagne, il est, dans sa forme extrême, très faible en nombre. Néanmoins, sa philosophie, sous une forme diluée, imprègne le parti travailliste tout entier. Aussi modérés que puissent être les sentiments de ses dirigeants, le parti travailliste devra toujours recourir, pour remporter des victoires électorales, aux passions et aux jalousies diffuses trouvant leur pleine expression dans ce « parti de la catastrophe ». Je suis convaincu que cette connivence secrète est le ver qui ronge la crédibilité de tout programme constructif que le parti travailliste pourrait lancer. La malveillance, la jalousie, la haine envers les riches et les puissants (jusque dans leur propre personne) sont des passions qui font mauvais ménage avec les idéaux visant à construire une vraie république sociale. Pourtant, s'il veut réussir, un dirigeant travailliste doit être, ou du moins se montrer, un peu sauvage. Il ne lui suffit pas de devoir aimer ses semblables ; il lui faut aussi les haïr.

Qu'est-ce que je demande alors au libéralisme d'être ?

D'un côté, le conservatisme est une entité bien définie – avec son aile droite d'ultras pour lui donner force et passion, et une aile gauche composée de ce qu'on pourrait appeler « le meilleur type » de libre-échangistes conservateurs, cultivés et humains, qui lui prête respectabilité morale et intellectuelle. De l'autre côté, le travaillisme est lui aussi bien défini – avec une aile gauche de « catastrophistes » pour lui donner force et passion et une aile droite composée de ce qu'on pourrait appeler « le meilleur type » de réformateurs de tendance socialiste, tout aussi cultivés et humains. Y a-t-il place pour autre chose entre les deux ? Chacun d'entre nous ici ne devrait-il pas décider s'il se considère comme le « meilleur type » de libre-échangiste conservateur ou comme le « meilleur type » de réformateur de tendance socialiste, et trancher la question ?

Peut-être en sommes-nous arrivés là. Mais je persiste à croire qu'il y a une place pour un parti dépourvu d'esprit de classe, capable de bâtir l'avenir en dehors des influences des ultras et des « catastrophistes » qui finiront par détruire respectivement leur parti.

Laissez-moi esquisser brièvement la philosophie et la pratique de ce parti telles que je les conçois.

Pour commencer, il devra se libérer de tout le bois mort du passé. Il n'y a maintenant guère de place, sinon à l'aile gauche du parti conservateur, pour ceux dont les sentiments restent fidèles de façon absolue à un individualisme d'un autre âge et au *laissez-faire* – quel qu'ait pu être le rôle de ceux-ci dans les conquêtes du XIX^e siècle. Je le dis, non parce que je crois que ces doctrines étaient erronées dans les conditions où elles virent le jour (j'aurais d'ailleurs souhaité appartenir à ce parti si j'étais né un siècle plus tôt), mais parce qu'elles ne peuvent plus être appliquées dans les conditions modernes. Notre programme ne doit pas s'attacher

aux anciens sujets du libéralisme, mais à ceux qui présentent actuellement un vif intérêt et dont l'importance appelle des réponses urgentes, que ces thèmes soient ou non déjà devenus des questions de parti. Nous devons prendre le risque de l'impopularité et de la dérision. C'est alors que nos réunions publiques attireront les foules et que notre organisation se renforcera.

II

Je répartirai les questions d'actualité en cinq catégories : 1) les questions relatives à la paix ; 2) les questions de gouvernement ; 3) les questions d'ordre sexuel ; 4) les questions relatives à la drogue ; 5) les questions économiques.

S'agissant de la paix, nous devons être résolument pacifistes. En ce qui concerne l'Empire, je ne pense pas qu'il y ait de problème important en dehors de l'Inde. Ailleurs, pour autant que des problèmes de gouvernement se posent, le processus de dislocation à l'amiable est maintenant presque achevé, au grand bénéfice de tous. Mais s'agissant du pacifisme et des armements, nous en sommes seulement au tout début. J'aimerais que l'on prenne les mêmes risques en faveur de la paix que ceux qui furent pris dans le passé en faveur de la guerre. Pour autant, je ne voudrais justement pas que ces risques se traduisent par l'engagement d'entrer en guerre dans telle ou telle circonstance hypothétique. Je suis contre les pactes. Engager toutes nos forces armées à défendre l'Allemagne désarmée contre une attaque par la France qui se trouve au faîte de sa puissance militaire est insensé ; et supposer que nous prenions part dans toute guerre future d'Europe occidentale n'est pas nécessaire. En revanche, je suis favorable à ce que nous donnions le bon exemple, au risque même de paraître faibles, en nous engageant dans la voie de l'arbitrage et du désarmement.

Viennent ensuite les questions de gouvernement – sujet fastidieux, mais important. Je crois qu'à l'avenir, le gouvernement devra assumer un grand nombre d'obligations qu'il a évitées par le passé. Ni les ministres ni le Parlement ne pourront s'en acquitter. Nous devons décentraliser et déléguer autant que nous le pourrons, et en particulier créer des sociétés et des organes administratifs semi-indépendants auxquels seront confiées les missions gouvernementales, nouvelles et anciennes –, sans pour autant affaiblir le principe démocratique de la souveraineté suprême du Parlement. Ces questions seront aussi importantes et difficiles à l'avenir que la question du droit de vote et les relations entre les deux Chambres l'ont été par le passé.

Les sujets que je regroupe sous le titre de questions d'ordre sexuel n'ont pas été traités jusqu'à présent par les partis, car ils n'ont jamais – ou rarement – fait l'objet de discussions publiques. Cet état d'esprit a maintenant changé. Aujourd'hui, aucun sujet n'intéresse plus le grand public et n'est autant discuté. Ces questions sont de la plus grande importance sociale ; elles provoquent des différences d'opinion réelles et sincères. Quelques-unes d'entre elles influencent profondément la résolution de certains problèmes économiques. Je n'ai aucun doute sur le fait qu'elles sont sur le point d'entrer dans l'arène politique. Les débuts immatures du mouvement des suffragettes étaient symptomatiques d'enjeux plus profonds et plus essentiels.

Le contrôle des naissances et la pratique de méthodes contraceptives, la législation relative au mariage, le traitement des délits et anomalies sexuels, le statut économique de la femme et de la famille – tous ces sujets sont régis par des lois et par une morale officielle qui relèvent du Moyen Âge – tout à fait détachées de

l'opinion et des mœurs des gens civilisés, comme de ce que les individus se disent entre eux à titre privé, qu'ils soient instruits ou non. Ne laissez personne se leurrer en pensant que l'évolution de l'opinion sur ces questions est l'apanage d'une petite classe cultivée, à la surface des foules turbulentes. Ne laissez personne croire que les femmes qui travaillent vont être choquées par le contrôle des naissances ou par la réforme du divorce. Pour elles, ces mesures représenteraient une nouvelle liberté, une émancipation par rapport à la plus intolérable des tyrannies. Un parti qui en discuterait ouvertement et raisonnablement lors de ses réunions publiques découvrirait un intérêt nouveau et vivant de son électorat ; et la politique traiterait une nouvelle fois de questions qui intéressent et affectent profondément la vie de chacun.

Ces questions sont naturellement liées à des enjeux économiques qu'on ne peut ignorer. Le contrôle des naissances concerne en premier lieu la liberté des femmes ; mais il concerne aussi l'État qui a le devoir de se préoccuper de l'importance de la population tout autant que de l'effectif de l'armée ou du montant du budget. La situation des femmes salariées et le projet d'un salaire familial affectent d'abord le statut des femmes, par l'effet du travail rémunéré dans le premier cas et par le rôle des femmes non rémunérées dans le second. Ils affectent en outre toute la question de la fixation des salaires, à savoir si ceux-ci devraient être déterminés par les forces de l'offre et de la demande en accord avec les théories orthodoxes du *laissez-faire*, ou si on devrait commencer à limiter le libre jeu de ces forces par référence à ce qui est « juste » et « raisonnable » selon les circonstances.

La question de la drogue se limite en pratique, dans notre pays, à celle de la boisson, même si je souhaite que les jeux d'argent soient dans le même esprit remis en question. Je m'attends à ce que la prohibition d'alcools et des bookmakers ait de bons résultats. Mais cela ne réglera pas le problème. Pour l'humanité qui s'ennuie et qui souffre, jusqu'à quel point peut-on permettre, de temps en temps, une échappée, des émotions fortes, un stimulant, une possibilité de changement ? C'est là une problématique importante. Est-il possible d'accorder des autorisations jusqu'à un degré raisonnable, de permettre des saturnales surveillées et de préserver le temps des carnivals dans des conditions qui ne détruiraient ni la santé ni les porte-monnaie des fêtards, et qui mettraient les « accros » (comme on les appelle aux États-Unis) à l'abri d'irrésistibles tentations ?

Sans m'attarder à ces questions, j'entends maintenant porter mon attention sur les plus vastes des questions politiques, à savoir les questions économiques qui sont aussi celles pour lesquelles je suis le plus qualifié.

Un éminent économiste américain, le Pr Commons⁶, qui a été l'un des premiers à reconnaître la nature des changements économiques, distingue trois époques, trois ordres économiques dont le dernier est celui dans lequel nous entrons.

La première époque est l'*ère de la rareté*, « qu'elle soit due à l'inefficacité, à la violence, à la guerre, aux coutumes ou à la superstition ». Dans une pareille période,

« il y a un minimum de liberté individuelle et un maximum de contrôle de type communiste, féodal ou gouvernemental par recours à la coercition physique ». Tel était, avec de brefs intervalles liés à des cas exceptionnels, l'état économique normal du monde jusqu'aux XV^e ou XVI^e siècles.

Puis vient l'*ère de l'abondance*. « Dans une période d'extrême abondance, il y a un maximum de liberté individuelle, un minimum de contrôle coercitif par le gouvernement tandis que la négociation individuelle prend la place du rationnement. » Au cours des XVII^e et XVIII^e siècles, nous frayâmes notre chemin pour sortir de l'esclavage de la rareté afin de respirer l'air libre de l'abondance, et au XIX^e siècle, cette époque culmina glorieusement avec les victoires du *laissez-faire* et du libéralisme traditionnel. Ainsi, il n'est ni surprenant ni indigne que les vétérans actuels du parti se retournent pour jeter un regard vers un passé plus facile.

Aujourd'hui nous entrons dans une troisième ère que le Pr Commons appelle la *période de stabilisation*, et qu'il définit comme la « vraie contre-proposition face au communisme de Marx ». « Durant cette période, dit-il, il y a une diminution de la liberté individuelle imposée par des sanctions gouvernementales, mais surtout par des sanctions économiques à travers l'action concertée – qu'elle soit secrète, semi-ouverte, ouverte, ou faisant appel à l'arbitrage – provenant d'associations, de sociétés, de syndicats, et d'autres organisations collectives d'industriels, de marchands, d'ouvriers, de fermiers et de banquiers. »

Les abus de cette époque en matière de gouvernement sont le fait du fascisme d'une part, du bolchevisme de l'autre. Le socialisme n'offre pas de voie médiane parce qu'il provient des conditions de l'*ère de l'abondance*, tout comme l'individualisme du *laissez-faire* et le libre jeu des forces économiques. Confrontés à ces dernières, les journalistes de la City, au discernement confus et troublé par leur dépendance, sont les seuls à s'incliner encore pitoyablement.

La transition d'un état d'anarchie économique vers un régime visant délibérément à contrôler et à diriger les forces économiques dans l'intérêt de la justice et de la stabilité sociales présentera d'énormes difficultés, à la fois techniques et politiques. La recherche de solutions à ces problèmes constitue selon moi le véritable avenir du nouveau libéralisme.

La situation de l'industrie du charbon offre aujourd'hui une illustration parfaite des conséquences de la confusion des idées qui prévaut actuellement. D'une part, le ministère des Finances et la Banque d'Angleterre poursuivent une politique orthodoxe du XIX^e siècle fondée sur l'hypothèse que les ajustements économiques peuvent et doivent résulter du libre jeu des forces de l'offre et de la demande. Ces deux institutions croient encore – ou, en tout cas, elles le croyaient encore il y a peu – que ce qui arriverait dans la perspective hypothétique de la libre concurrence et de la mobilité du capital et du travail se produit réellement dans la vie économique d'aujourd'hui.

Par ailleurs, les faits, tout comme l'opinion publique, ont largement évolué en direction de la *période de stabilisation* définie par le Pr Commons. Les syndicats sont suffisamment forts pour s'ingérer dans le libre jeu des forces de l'offre et de la demande, et l'opinion publique, bien que rouspéteuse et suspicieuse du danger que représenteraient les syndicats, soutient ceux-ci dans leur principale assertion, à savoir que les mineurs ne devraient pas être les victimes de forces économiques cruelles auxquelles *ils* n'ont aucune part.

L'idée du parti de l'Ancien Monde, selon laquelle on peut, par exemple, modifier la valeur de la monnaie, puis laisser les ajustements qui en résultent au jeu des forces de l'offre et de la demande, appartient au XIX^e siècle, au temps où les syndicats étaient impuissants et où l'économie pouvait s'effondrer sans compromettre le progrès en cours, et même en suscitant une certaine approbation.

La plupart des idées prétendues sages que nos hommes d'État partagent reposent sur des hypothèses qui furent jadis exactes – du moins en partie –, mais qui, jour après jour, le sont de moins en moins. Nous devons inventer une nouvelle sagesse adaptée à une nouvelle époque. Et en même temps, nous devons, si nous voulons un tant soit peu faire le bien, apparaître non conformistes, turbulents, dangereux et désobéissants à l'égard de la génération précédente.

En matière économique, il s'agit d'abord de trouver de nouvelles politiques et de nouveaux instruments pour adapter et contrôler le fonctionnement des forces économiques afin qu'elles ne heurtent pas outre mesure les idées contemporaines relatives à ce qu'il convient de faire dans l'intérêt de la stabilité et de la justice sociales.

Ce n'est pas un hasard si la première phase de cette longue lutte politique multiforme se porte sur la politique monétaire. Car les atteintes les plus violentes aux principes de stabilité et de justice que le XIX^e siècle dut tolérer au nom de la philosophie de l'abondance furent précisément celles provoquées par les variations du niveau des prix. Cependant, les conséquences de ces variations, particulièrement lorsque les autorités nous les imposent à des doses encore plus fortes qu'au XIX^e siècle, sont devenues intolérables pour nos institutions et incompatibles avec les idées modernes.

Petit à petit, insensiblement, nous avons changé notre philosophie économique et nos opinions sur ce qui est raisonnable et tolérable, sans pour autant modifier nos techniques ni les préceptes qui nous ont été inculqués. D'où nos afflictions et nos troubles.

Un programme politique doit être développé dans ses moindres détails, jour après jour, sous la pression et la stimulation des événements. Il est inutile de le définir d'avance, sauf dans les termes les plus généraux. Mais pour que le parti libéral retrouve sa puissance, il doit avoir une attitude, une philosophie, une direction. J'ai essayé d'indiquer ma propre position à l'égard de la politique et je

laisse aux autres le soin de répondre, au regard de ce que j'ai dit, à la question par laquelle j'ai commencé mon propos : « Suis-je un libéral ? »

[1.](#) *Liberal*, pour un sympathisant ou membre du Liberal Party, a une signification différente du terme « libéral » en français. Il pourrait être rapproché de « radical » dans l'échiquier politique français des années 1920.

[2.](#) Créé en 1921 et proche des partis libéral et travailliste, l'hebdomadaire *Nation and Athenaeum* fut racheté en 1923 par un groupe d'économistes dirigé par John Maynard Keynes.

[3.](#) L'Américain John Roger Commons (1862-1945) est l'un des fondateurs de l'économie institutionnaliste. Plusieurs économistes contemporains, les « institutionnalistes », dont l'École française de la régulation (fondée dans les années 1970 par Michel Aglietta et Robert Boyer notamment), se réfèrent à lui. En 1927, Keynes écrivit à Commons : « Il me semble qu'il n'existe aucun autre économiste avec lequel je me sente autant en accord avec la façon générale de penser » (Robert Skidelsky, *John Maynard Keynes : The Economist as Saviour, 1920-1937*, Londres, Macmillan, 1992, p. 229).

[4.](#) Les trois paragraphes qui suivent ont été supprimés du texte de la version de l'article parue en août 1925 dans *Nation and Athenaeum*. (N.d.T.)

[5.](#) Les dominions sont les anciennes colonies de l'Empire britannique qui bénéficièrent d'une certaine autonomie à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle. Aux XX^e et XXI^e siècles, ils gagnèrent progressivement leur indépendance tout en restant, pour un grand nombre d'entre eux, membres du *Commonwealth*. (N.d.T.)

[6.](#) Dans *Legal Foundations of Capitalism* (1924), qui est probablement l'ouvrage que commente ici Keynes, John Roger Commons retrace l'évolution institutionnelle ayant conduit à l'apparition du système capitaliste. (N.d.T.)

La fin du laissez-faire

En novembre 1924, John Maynard Keynes prononça à Oxford, dans le cadre de la Sidney Ball Lecture, sa célèbre conférence « The End of *Laissez-Faire* », qu'il reprit, sous une forme légèrement modifiée, à l'Université de Berlin en juin 1926.

Une première version de ce texte majeur fut publiée sous forme de brochure par The Hogarth Press en juillet 1926. Une version tronquée, ne comprenant que les deux dernières parties, fut reprise dans les *Essays in Persuasion*¹, ouvrage publié en 1931.

Après un long développement sur les origines philosophiques et morales du laissez-faire, remontant aux XVII^e et XVIII^e siècles, et après avoir mis en exergue les failles logiques de la doctrine, cet essai de politique économique fixe le cadre du développement de la pensée de Keynes pour les années qui allaient suivre. En premier lieu, la limite séparant les sphères privée et publique de l'économie et la détermination de l'*agenda* (c'est-à-dire les affaires qui relèvent des compétences de l'État) et du « non-agenda » (celles qui ressortissent au privé).

Le champ de la sphère publique devrait être élargi aux domaines répondant à des besoins collectifs qui ne sont pas couverts par l'entreprise. Par exemple, ce qu'on appelle aujourd'hui la « délégation de service public », qui préserve, en partie, les règles de gestion du privé. L'action collective doit être élargie à d'autres domaines. Ainsi, dans la mesure où « le risque, l'incertitude et l'ignorance » qui caractérisent le capitalisme sont à l'origine du chômage, d'une insuffisante incitation à investir, d'une diminution de la production et des rendements, et de l'accroissement des inégalités, il conviendrait de transférer le contrôle de la monnaie et du crédit à un organe collectif. Il faudrait, en outre, mettre en place des institutions pour collecter les statistiques et organiser une réflexion collective sur les enjeux économiques et sociaux du pays – tels que le volume et l'orientation de l'épargne, le fonctionnement du marché des capitaux ou encore la démographie – puis mettre en œuvre ces choix issus de la concertation. Ces propositions annoncent la « planification » et la « régulation » qui seront instituées quelques décennies plus tard en France.

Keynes, en effet, ne croit pas aux solutions radicales inspirées par la théorie marxiste : « Pour ma part, j'estime que le capitalisme, raisonnablement dirigé, peut probablement se révéler plus efficace pour atteindre ses objectifs économiques que tout autre système actuellement proposé – quoiqu'il reste extrêmement critiquable par bien des aspects. » Cette prise de distance à l'égard du laissez-faire est le fil conducteur de réformes ébauchées dans ce texte que Keynes jugeait indispensables à la survie du capitalisme.

I

On pourrait commodément résumer l'attitude à l'égard des affaires publiques par l'attachement exclusif à l'individualisme et au *laissez-faire*² puisant sa source dans différents courants de pensée et d'opinion. Pendant plus d'un siècle, nos philosophes nous ont gouvernés parce qu'ils s'accordaient, ou semblaient presque tous s'accorder, par miracle, sur cette seule conception. La ritournelle qui anime nos esprits est toujours la même. Mais il y a du changement dans l'air. Nous n'entendons qu'en sourdine les voix claires et familières qui jadis instruisaient l'humanité politique. L'orchestre formé d'instruments divers et le chœur distinct s'estompent dans le lointain.

À la fin du XVII^e siècle, le droit divin monarchique cédait la place à la liberté naturelle et à la notion de contrat, et le droit divin de l'Église, au principe de tolérance, selon lequel l'attachement à une communauté religieuse est une « association volontaire d'hommes » se regroupant de manière « absolument libre et spontanée³ ». Cinquante ans plus tard, l'origine divine et la voix absolue du devoir s'effaçaient complètement face aux calculs utilitaires. Sous l'influence de Locke et de Hume, s'affirmait l'individualisme. La notion de contrat supposait que l'individu a des droits propres ; l'éthique nouvelle, qui n'était autre qu'une étude scientifique des conséquences de l'amour rationnel de soi, plaçait l'individu en son centre. « Le seul effort que la Vertu demande, disait Hume, est celui d'un juste Calcul, et d'une préférence forte pour un Bonheur accru⁴. » Ces idées s'accordaient avec les notions pratiques des traditionalistes et des hommes de loi. Elles fournissaient un fondement intellectuel satisfaisant aux droits de propriété et à la liberté de l'individu de disposer de lui-même et de ses biens. Telle fut l'une des contributions du XVIII^e siècle à l'air que nous respirons encore.

La promotion de l'individu était destinée à destituer le monarque et l'Église ; elle avait pour effet – à travers la nouvelle signification éthique attribuée au contrat – de renforcer le droit de la personne et de ses biens. Cependant il ne fallut pas attendre longtemps avant que les revendications de la société contre l'individu se fissent jour de nouveau. Paley⁵ et Bentham⁶ accueillaient favorablement l'hédonisme⁷ utilitariste de Hume et de ses prédécesseurs, mais ils l'élargissaient en un utilitarisme social. Rousseau s'appropriait le contrat social de Locke et en retirait le principe de la volonté générale. Dans chaque cas, l'évolution était marquée par l'importance nouvelle accordée à l'égalité. « Locke applique l'idée de son contrat social pour modifier l'égalité naturelle entre les hommes de façon à ce que cette acception implique l'égalité de propriété ou même de privilège, afin de parvenir à l'objectif de la sécurité générale. Chez Rousseau, le principe d'égalité n'est pas seulement le point de départ du raisonnement, il est le but à atteindre⁸. »

Paley et Bentham arrivaient à la même conclusion, mais par des voies différentes. Paley évitait d'entacher d'égoïsme son hédonisme en invoquant un *Deus*

ex machina. « La vertu, dit-il, consiste à faire le bien pour l'humanité, obéissant à la volonté de Dieu, et au nom du bonheur éternel » – de manière à ramener le *moi* et les *autres* à parité. Bentham atteignait le même résultat par raison pure. Le fait de préférer le bonheur d'un individu, même le sien propre, à celui d'un autre n'a pas de fondement rationnel, soutenait-il. Ainsi, le plus grand bonheur du plus grand nombre est le seul but d'une conduite rationnelle. C'était le principe d'utilité de Hume, mais sans le corollaire cynique de cet homme sage : « Il n'est pas contraire à la raison de préférer la destruction du monde entier à l'égratignure de mon doigt. Il n'est pas contraire à la raison de préférer ma propre ruine totale afin d'éviter qu'un Indien ou qu'une personne qui m'est totalement inconnue ne subisse le moindre désagrément. [...] La raison est et ne devrait être que l'esclave des passions et ne peut jamais prétendre à d'autres fonctions que de les servir et de leur obéir. »

Pour Rousseau, l'égalité provenait de l'état de la nature, pour Paley, de la volonté divine, et pour Bentham, d'une loi mathématique d'indifférence. L'égalité et l'altruisme entraient ainsi dans la philosophie politique grâce à Rousseau et Bentham qui étaient tous deux à l'origine de la démocratie et de l'utilitarisme social.

C'est ce second courant – issu de controverses depuis longtemps enterrées et entretenu par des sophismes depuis longtemps détruits – qui imprègne encore notre façon de penser. Pourtant, ce courant ne fit pas disparaître le premier. Il se mêla à lui. Le début du XIX^e siècle accomplit leur union miraculeuse. Il mit en harmonie l'individualisme conservateur de Locke, Hume, Johnson et Burke⁹ avec le socialisme et l'égalitarisme démocratique de Rousseau, Paley, Bentham et Godwin¹⁰.

Néanmoins, l'union harmonieuse des contraires n'aurait pu se produire sans l'aide des *économistes* qui accédaient, à cette époque, au premier rang. L'idée d'une harmonie divine entre l'avantage privé et le bien public apparaissait déjà chez Paley. Mais ce furent les économistes qui lui donnèrent une solide base scientifique. Supposons que, par le jeu des lois naturelles, des individus poursuivant librement et intelligemment leurs propres intérêts tendent toujours à promouvoir dans le même temps l'intérêt général ! Nos difficultés philosophiques seraient alors résolues, au moins pour l'homme pratique qui pourrait alors s'employer à assurer les conditions nécessaires de la liberté. À la doctrine philosophique qui déniait au gouvernement le droit d'interférer, à celle, religieuse, qui considérait qu'il n'avait aucun besoin de le faire, s'ajoutait la preuve scientifique que cette ingérence était malavisée. Tel était le troisième courant de pensée tout juste perceptible chez Adam Smith, lequel était, dans l'ensemble, prêt à admettre que le bien public dépend de l'« effort naturel de chaque individu pour améliorer sa propre condition », mais qui ne se développa pleinement et délibérément qu'au début du XIX^e siècle. Le principe du *laissez-faire* était parvenu à harmoniser l'individualisme et le socialisme, et à unifier l'égoïsme de Hume et le plus grand bonheur du plus grand nombre. Le philosophe politique pouvait alors se retirer en faveur de l'homme d'affaires, car ce dernier pouvait

atteindre le *summum bonum* du philosophe en poursuivant uniquement son propre profit.

Cependant, quelques ingrédients étaient encore nécessaires pour parachever ce composite. Pour commencer, la corruption et l'incompétence des gouvernements du XVIII^e siècle – dont le XIX^e hérita en grande partie. L'individualisme des philosophes politiques annonçait le *laissez-faire*. L'harmonie divine ou scientifique (selon le cas) des intérêts privés et de l'intérêt public l'annonçait aussi. Mais par-dessus tout, la bêtise des fonctionnaires biaisait fortement l'opinion de l'homme pratique en sa faveur, sentiment qui n'a, d'aucune façon, disparu. Presque tout ce que l'État mettait en œuvre au XVIII^e siècle au-delà de ses fonctions minimales apparaissait comme néfaste ou infructueux.

D'un autre côté, le progrès matériel entre 1750 et 1850 provenait de l'initiative individuelle et ne devait presque rien à l'influence directive de la société prise dans son ensemble. Ainsi, l'expérience pratique renforçait les raisonnements *a priori*. Philosophes et économistes nous disaient que, pour diverses raisons profondes, l'entreprise privée qui ne connaîtrait pas d'entraves, œuvrerait pour le plus grand bien de tous. Quoi de mieux pour l'homme d'affaires ? Et un observateur au sens pratique, s'il regardait autour de lui, pouvait-il nier que les bienfaits du progrès de son époque étaient dus aux activités d'individus faisant fortune ? Ainsi, le terrain était propice à recevoir une doctrine préconisant une action étroitement limitée de l'État, que celui-ci eût un fondement divin, naturel ou scientifique, et une vie économique aussi peu réglementée que possible, laissée à la compétence et au bon sens de citoyens animés par le désir louable de se frayer un chemin dans la vie.

Alors que l'influence de Paley et de ses semblables déclinait, les découvertes de Darwin ébranlèrent les fondations même de la foi. Rien ne paraissait aussi opposé à l'ancienne doctrine que la nouvelle – l'une qui observait le monde comme l'œuvre du divin horloger, l'autre qui faisait provenir toute chose du hasard, du chaos et de la nuit des temps. Mais sur ce point précis, les idées nouvelles venaient à la rescousse des anciennes. Les économistes enseignaient que la richesse, le commerce et l'équipement étaient nés de la libre concurrence, que celle-ci avait permis de bâtir Londres. Les darwiniens, eux, franchissaient un pas de plus : la libre concurrence avait construit l'homme. L'œil humain n'était plus le fruit d'un dessein articulant miraculeusement toute chose pour le mieux ; il était l'accomplissement suprême du hasard opérant dans des conditions de libre concurrence et de *laissez-faire*. Le principe de la survie des plus aptes pouvait être considéré comme une vaste généralisation de l'économie ricardienne. À la lumière de cette grandiose synthèse, les ingérences socialistes devenaient non seulement inopportunes, mais impies, calculées pour retarder le progrès du puissant processus par lequel nous-mêmes étions sortis, comme Aphrodite sortant du limon originel de l'océan.

J'attribue donc la singulière unité de la philosophie politique du XIX^e siècle au

succès avec lequel elle harmonisa les écoles de pensée rivales et orienta tous les bons éléments en vue d'une finalité unique. Hume et Paley, Burke et Rousseau, Godwin et Malthus¹¹, Cobbett¹² et Huskisson¹³, Bentham et Coleridge, Darwin et l'évêque d'Oxford¹⁴ prêchaient tous, découvrait-on, à peu près la même chose : l'individualisme et le *laissez-faire*. C'était l'Église d'Angleterre et ils en étaient les apôtres, tandis que la confrérie des économistes était là pour démontrer que le moindre écart dans l'impiété conduirait à la ruine financière.

Que nous le sachions ou non – et en ces temps décadents, notre ignorance est grande –, ces éléments expliquent le parti pris en faveur du *laissez-faire* et les suspicions passionnées, parmi nombre d'âmes droites, à l'égard de l'action de l'État visant à réguler la valeur de la monnaie, le cours de l'investissement ou la taille de la population. Nous n'avons pas lu ces auteurs, mais nous considérerions leurs arguments comme absurdes si leurs ouvrages nous arrivaient entre les mains. Néanmoins, nous ne penserions sans doute pas comme nous le faisons si Hobbes¹⁵, Locke, Hume, Rousseau, Paley, Adam Smith, Bentham et Miss Martineau¹⁶ n'avaient pas écrit comme ils l'ont fait. Faire l'histoire des idées est un préliminaire nécessaire à l'émancipation de l'esprit. Je ne sais pas ce qui rend un homme plus conservateur : ne rien connaître hormis le présent ou rien hormis le passé.

II

Ce furent donc les économistes qui fournirent à l'homme pratique le prétexte scientifique lui permettant de résoudre la contradiction entre égoïsme et socialisme, mise en lumière par la philosophie du XVIII^e siècle et le déclin de la religion révélée. Cette affirmation mérite d'être nuancée. C'est ce que les économistes ont *supposément* dit. On ne trouve, en effet, nullement pareille doctrine dans les écrits des plus hautes autorités en la matière. C'est plutôt ce que les propagateurs et les vulgarisateurs en ont dit. Les utilitaristes, qui acceptaient en même temps l'égoïsme de Hume et l'égalitarisme de Bentham, étaient *conduits* à y croire s'ils voulaient opérer une synthèse¹⁷. Le langage des économistes se prêtait lui-même à cette interprétation en termes de *laissez-faire*. Mais la popularité de cette doctrine revient aux philosophes politiques de l'époque, auxquels elle convenait bien plus qu'aux économistes.

La devise « *laissez-nous faire* » est habituellement attribuée au marchand Legendre s'adressant à Colbert vers la fin du XVII^e siècle¹⁸. Toutefois, le premier écrivain qui utilisa cette expression en l'associant clairement à la doctrine fut le marquis d'Argenson aux alentours de 1751¹⁹. Il fut le premier à défendre avec passion les avantages économiques que les gouvernements pouvaient retirer en laissant le champ libre au commerce. Pour gouverner mieux, disait-il, il faudrait gouverner moins. La vraie cause du déclin de nos manufactures, déclarait-il, c'est la protection que nous leur avons accordée²⁰. « Laissez faire, telle devrait être la devise de toute puissance publique, depuis que le monde est civilisé. [...] Détestable principe que celui de ne vouloir grandir que par l'abaissement de nos voisins ! Il n'y a que la méchanceté et la malignité du cœur de satisfaites dans ce principe, et l'intérêt y est opposé. Laissez-faire, morbleu ! Laissez-faire !! »

Telle est la doctrine économique du *laissez-faire* dans son expression la plus fervente : le libre-échange. La formule et l'idée ont dû être courantes à Paris, à cette époque, mais elles furent lentes à s'imposer dans la littérature. La tradition qui les associe aux physiocrates, et en particulier à Gournay²¹ et à Quesnay²², trouve peu d'appuis dans les écrits de cette école, même si ses membres défendirent, assurément, l'harmonie essentielle des intérêts individuels et de l'intérêt général. La formule « *laissez-faire* » ne se trouve ni dans les œuvres d'Adam Smith ni dans celles de Ricardo²³ ou de Malthus. L'idée n'y est même pas présente. Adam Smith était bien sûr libre-échangiste et s'opposait à de nombreuses restrictions commerciales en vigueur au XVIII^e siècle. Cependant son attitude à l'égard des Navigation Acts²⁴ et des lois d'usure montre qu'il n'était pas dogmatique. Même son fameux passage sur la « main invisible » reflète une philosophie qui se rapproche plutôt de celle de Paley que du dogme économique du *laissez-faire*. Comme l'ont souligné Henry Sidgwick²⁵ et Cliff Leslie²⁶, le plaidoyer d'Adam Smith en faveur

d'un « système évident et simple de liberté naturelle » est issu de sa vision théiste et optimiste de l'ordre du monde, telle qu'il l'a exposée dans la *Théorie des sentiments moraux*, plutôt que d'une proposition d'économie politique proprement dite²⁷. La formule « *laissez-faire* », je crois, fut introduite pour la première fois dans le langage courant en Angleterre dans un passage bien connu du Dr Franklin²⁸. Il fallut certes attendre les travaux ultérieurs de Bentham – qui n'était pas du tout économiste – pour découvrir la règle du *laissez-faire*, sous la forme où nos grands-pères la connurent, celle qui fut mise au service de la philosophie utilitariste. Par exemple, dans *Un manuel de politique économique*²⁹, Bentham écrit : « La règle générale est que rien ne devrait être accompli ou tenté par le gouvernement ; la devise ou le mot d'ordre du gouvernement, en ces occasions, devrait être – *Reste tranquille*... La requête que l'agriculture, les manufactures et le commerce présentent aux gouvernements est aussi modeste et raisonnable que celle de Diogène à Alexandre : “Ôte-toi de mon soleil.” »

À partir de ce moment-là, ce furent la campagne politique en faveur du libre-échange, l'influence de ce qu'on appelle l'École de Manchester et des utilitaristes benthamiens, les déclarations des économistes de second rang, et les contes éducatifs de Miss Martineau et de Mrs Marcet³⁰ qui imprimèrent dans la mentalité populaire l'idée que le *laissez-faire* était la conclusion pratique de l'économie politique orthodoxe. La vision malthusienne de la population ayant été admise entre-temps, le *laissez-faire* pessimiste de la première moitié du XIX^e siècle³¹ prit la place du *laissez-faire* optimiste de la seconde moitié du XVIII^e siècle.

Dans l'ouvrage de Mrs Marcet *Conversations sur l'économie politique* (1817), Caroline défend aussi longtemps qu'elle le peut l'idée qu'il faut contrôler la dépense des riches. Mais arrivée à la page 418, elle doit admettre sa défaite :

« CAROLINE : Plus j'en apprendis sur ce sujet et plus je suis convaincue que les intérêts des nations, tout comme ceux des individus, loin de s'opposer entre eux, sont parfaitement à l'unisson.

MRS B : Les visions généreuses et larges conduiront toujours à des conclusions similaires et nous enseigneront à chérir les sentiments réciproques de bienveillance universelle ; d'où la supériorité de la science sur la simple connaissance pratique. »

En 1850, l'archevêque Whately, dans son ouvrage *Leçons faciles à l'usage des jeunes personnes*, largement diffusé par la Société pour l'encouragement du savoir chrétien, n'admettait aucun doute, même pas ceux que Mrs B. autorisait Caroline à entretenir parfois. « Il adviendra vraisemblablement plus de mal que de bien, concluait-il dans ce petit livre, de presque toute ingérence du gouvernement dans les transactions monétaires humaines, qu'il s'agisse de prêts ou d'emprunts, ou d'achats ou de ventes de toutes sortes. » La *vraie* liberté consiste « à laisser tout homme libre disposer de ses biens, de son temps, de ses forces et de ses compétences, et de les employer comme bon lui semble, pourvu qu'il ne nuise pas à son prochain ».

En bref, le dogme s'était emparé de la machine éducative ; il était devenu une maxime de cahier scolaire. La philosophie politique forgée aux XVII^e et XVIII^e siècles en vue de renverser les rois et les prélats s'était transformée en aliment pour nourrissons et était entrée dans les garderies d'enfants.

Enfin, dans les œuvres de Bastiat³², nous atteignons l'expression la plus extravagante et la plus lyrique de la religion de l'économie politique. Dans *Harmonies économiques*, il écrit : « J'entreprends de démontrer l'Harmonie de ces lois providentielles qui régissent la société humaine. Ce qui rend ces lois harmonieuses et non pas discordantes, c'est que tous les principes, tous les motifs, tous les ressorts de l'action, tous les intérêts concourent vers un grand résultat final... et le résultat est le rapprochement indéfini de toutes les classes vers un niveau qui s'élève sans cesse ; en d'autres termes, l'*égalisation* des individus dans l'*amélioration* générale. »

Et, comme d'autres prêtres, il nous livre son credo : « Je crois que celui qui a arrangé le monde matériel n'a pas voulu rester étranger aux arrangements du monde social. – Je crois qu'il a su combiner et faire se mouvoir harmonieusement des agents libres aussi bien que des molécules inertes... – Je crois que l'invincible tendance sociale est une approximation constante des hommes vers un commun niveau physique, intellectuel et moral, en même temps qu'une élévation progressive et indéfinie de ce niveau. – Je crois qu'il suffit au développement graduel et paisible de l'humanité que ces tendances ne soient pas troublées et qu'elles reconquièrent la liberté de leurs mouvements³³. »

Depuis l'époque de John Stuart Mill, les économistes faisant autorité réagissaient vivement contre de telles idées. « Puisque aucun économiste anglais réputé ne se joindrait à une attaque frontale contre le socialisme en général », déclarait le Pr Cannan³⁴, tout en ajoutant, « presque tous les économistes, réputés ou non, sont prêts à lancer des piques contre la plupart des propositions socialistes ». Les économistes n'ont plus aucun lien avec les philosophies théologiques ou politiques qui ont donné naissance au dogme de l'harmonie sociale et leurs analyses scientifiques ne les conduisent aucunement à de telles conclusions.

Dans sa leçon inaugurale « Économie politique et *laissez-faire* », prononcée en 1870 à l'University College de Londres, Cairnes³⁵ fut sans doute le premier économiste orthodoxe à attaquer frontalement le *laissez-faire* en général. « La maxime du *laissez-faire*, affirma-t-il, n'a aucun fondement scientifique quelconque, mais elle constitue au mieux une règle d'usage commode et pratique³⁶. » Tel est le point de vue dominant chez les meilleurs économistes au cours des cinquante dernières années. Parmi les œuvres les plus importantes d'Alfred Marshall, pour prendre un exemple, il en existe plusieurs qui s'emploient à élucider les principaux cas où l'intérêt privé et l'intérêt social *ne sont pas* en harmonie. Néanmoins, l'attitude prudente et non dogmatique des meilleurs économistes n'a pas prévalu

contre l'opinion générale selon laquelle une conception individualiste du *laissez-faire* est à la fois ce qu'ils devraient enseigner, et ce que, de fait, ils enseignent.

III

Les économistes, comme les autres scientifiques, ont choisi l'hypothèse à partir de laquelle ils développent leur pensée, celle qu'ils proposent aux débutants, parce qu'elle était la plus simple, et non parce qu'elle était la plus proche des faits. En partie pour cette raison, mais également parce qu'ils ont été influencés par une certaine tradition en la matière, ils ont commencé par imaginer une situation dans laquelle la répartition idéale des ressources productives pouvait être atteinte par des individus agissant isolément par essais et erreurs. Ainsi, par l'effet de la concurrence, les individus évoluant dans la bonne direction éliminent ceux qui prennent la mauvaise. Ce processus exclut toute pitié et toute protection pour ceux qui engagent leur capital ou leur force de travail dans la mauvaise direction. Par une lutte impitoyable pour la survie, ceux qui réalisent les plus grands profits atteignent le sommet ; ce processus sélectionne les individus les plus efficaces en réduisant à la faillite ceux qui le sont moins. Les coûts entraînés par cette lutte ne sont pas pris en compte, seuls le sont les bénéfices du résultat final considérés comme permanents. Comme pour des girafes dont le but de la vie est de paître les feuilles des branches les plus hautes, la meilleure manière d'y parvenir est de laisser les mammifères au cou le plus long affamer ceux dont le cou est plus court.

À cette méthode correspond une hypothèse similaire concernant la manière d'atteindre la répartition idéale de ce qui est disponible pour la consommation. En premier lieu, chaque individu découvrira les objets de consommation qu'*il* désire le plus par la méthode d'essais et erreurs « à la marge » ; ainsi, non seulement chaque consommateur en viendra à répartir sa consommation de la manière la plus avantageuse, mais chaque objet de consommation fraiera son chemin vers le consommateur qui en a le plus envie et qui est donc prêt à surenchérir jusqu'à obtenir satisfaction. Par suite, si nous laissons les girafes livrées à elles-mêmes, 1) la quantité de feuilles récoltée sera maximale, car les girafes au cou le plus long, à force d'affamer les autres, se rapprocheront le plus possible des arbres ; 2) chaque girafe se dirigera vers les feuilles qu'elle trouve les plus succulentes parmi celles qui sont à sa portée ; et 3) les girafes dont le plaisir pour une feuille donnée est le plus grand allongeront le plus leur cou pour l'atteindre. Ainsi, un plus grand nombre de feuilles juteuses sera avalé, et chaque feuille individuelle atteindra la gorge de la girafe qui pense la mériter en raison de son effort.

Cette hypothèse relative aux conditions dans lesquelles la sélection naturelle sans entraves conduit au progrès doit toutefois être complétée par une seconde : l'efficacité, soit la possibilité de gagner de l'argent sans limites comme *incitation* à fournir un effort maximum. Ces hypothèses jumelles, prises au pied de la lettre, sont devenues les deux piliers du *laissez-faire*.

Sous le régime du *laissez-faire*, le profit échoit à l'individu qui, par sa compétence ou par bonne fortune, se trouve, avec ses ressources productives, au bon endroit et au bon moment. Un système qui permet à l'individu talentueux ou fortuné

de recueillir tous les fruits d'une telle situation fournit une immense incitation à l'art de se trouver au bon endroit au bon moment. Ainsi, l'une des plus puissantes motivations de l'homme, à savoir l'amour de l'argent, se trouve attelée à la tâche d'avoir à répartir les ressources économiques de la manière la plus favorable à l'accroissement de la richesse.

Le parallélisme déjà souligné entre le *laissez-faire* économique et le darwinisme apparaît maintenant très étroit, comme Herbert Spencer³⁷ avait été le premier à le remarquer. De même que Darwin invoquait le rôle de l'amour sexuel agissant à travers la sélection sexuelle, comme adjuvant de la sélection naturelle par la concurrence permettant d'orienter l'évolution dans une voie à la fois désirable et efficace, l'individualiste invoque l'amour de l'argent, agissant à travers la recherche du profit, comme adjuvant de la sélection naturelle pour entraîner la production au niveau le plus élevé possible, en réponse à ce qui est le plus intensément désiré et qui est mesuré par la valeur d'échange.

Cette théorie est si belle et si simple qu'il est facile d'oublier qu'elle ne découle pas de faits réels, mais d'une hypothèse incomplète, introduite par souci de simplicité. Avant d'aborder d'autres objections, soulignons que la conclusion selon laquelle les individus agissant isolément dans leur propre intérêt produiront un maximum de richesse totale dépend en fait d'une multitude d'hypothèses éloignées de la réalité dont il résulterait que les processus de production et de consommation ne sont en aucune façon intrinsèquement liés, que les conditions et exigences à satisfaire sont connues d'avance et qu'il est possible d'accéder à celles-ci. Les économistes réservent généralement pour un stade ultérieur de leur raisonnement les complications suivantes qui peuvent survenir : 1) lorsque le rapport entre la taille des unités de production efficaces et celle des unités de consommation est déséquilibré, 2) lorsqu'il faut tenir compte de frais généraux ou de coûts liés, 3) lorsque les économies d'échelle poussent à la concentration de la production, 4) lorsque le temps d'ajustement est long, 5) lorsque l'ignorance l'emporte sur la connaissance, et 6) lorsque monopoles et ententes portent atteinte à l'égalité dans les négociations. Leur analyse des faits réels est alors reportée. De plus, ceux, nombreux, qui reconnaissent que l'hypothèse simplificatrice ne correspond pas précisément à la réalité concluent néanmoins qu'elle représente ce qui est « naturel » et donc idéal. Ils considèrent l'hypothèse simplifiée comme l'état de bonne santé, et les complications ultérieures comme des maladies.

Cette question de la réalité des faits mise à part, il existe d'autres considérations qui intègrent, à juste titre, les coûts et le caractère de la lutte concurrentielle elle-même, ainsi que la tendance pour la richesse à être répartie là où elle n'est pas le plus appréciée. Si nous avons à cœur le bien-être des girafes, nous ne devons pas sous-estimer les souffrances des cous les plus courts qui meurent de faim, ni les douces feuilles qui tombent par terre et sont piétinées dans la lutte, ni la suralimentation de celles qui ont le cou le plus long, ni le regard mauvais exprimant

angoisse ou avidité combative qui assombrit les doux visages du troupeau.

Cependant, outre les manuels d'économie, les principes du *laissez-faire* avaient d'autres alliés. Leur emprise sur les esprits des bien-pensants et des gens raisonnables a été renforcée par la piètre qualité des propositions contraires : le protectionnisme d'une part, le socialisme marxiste de l'autre. Pourtant ces doctrines ont toutes deux pour caractéristiques premières de transgresser la présomption générale en faveur du *laissez-faire* et de reposer sur un pur défaut de logique. Toutes deux sont des exemples d'une pensée pauvre, d'une incapacité à analyser un processus et à le suivre jusqu'à sa conclusion. Les arguments qu'on leur oppose, renforcés par le principe du *laissez-faire*, pourraient, en toute rigueur, se passer de celui-ci. Au moins le protectionnisme est-il plausible – il n'est pas surprenant qu'il soit populaire. Quant au socialisme marxiste, il doit rester un avertissement pour les historiens des idées : comment une doctrine aussi illogique et aussi terne a-t-elle pu exercer une influence aussi puissante et durable sur les esprits et les événements de l'histoire ? En tout état de cause, les déficiences scientifiques évidentes de ces deux écoles ont largement contribué au prestige et à l'autorité du *laissez-faire* au XIX^e siècle.

L'action sociale centralisée à grande échelle dans la conduite de la dernière guerre, qui constituait assurément une divergence notable par rapport au *laissez-faire*, n'a pas non plus encouragé les réformateurs ni dissipé les préjugés démodés. Il y a beaucoup à dire, il est vrai, des deux côtés. L'expérience de la guerre en matière d'organisation de la production socialisée a nourri l'optimisme de certains observateurs attentifs, désireux de renouveler celle-ci en temps de paix. Le socialisme de guerre a indiscutablement permis de produire de la richesse à une échelle bien plus vaste que jamais auparavant en temps de paix ; malgré le fait que ces biens et services étaient destinés à une destruction immédiate et stérile, ils n'en étaient pas moins de la richesse. Néanmoins, la dilapidation des efforts était prodigieuse, et l'atmosphère de gaspillage et de prodigalité avait de quoi dégoûter tout esprit économe ou prévoyant.

En définitive, l'individualisme et le *laissez-faire* n'auraient pas pu, malgré leurs racines philosophiques et morales profondes de la fin du XVIII^e siècle et du début du XIX^e siècle, préserver leur mainmise sur la conduite des affaires publiques s'ils n'avaient pas répondu aux besoins et aux désirs du monde des affaires de l'époque. Ils donnaient toute leur envergure à nos héros de jadis, les grands hommes d'affaires. « Plus de la moitié des talents du monde occidental est engagée dans les affaires », avait l'habitude de dire Marshall. Une grande partie de la « plus haute créativité » de l'époque était ainsi employée. L'activité de ces hommes était au cœur de nos espoirs de progrès.

« Les hommes de cette classe, écrivait Marshall, vivent dans les visions constamment changeantes, forgées par leur esprit, des différentes routes à suivre pour

arriver à leurs fins ; des difficultés que la nature leur opposera sur chacune de ces routes, et des expédients grâce auxquels ils espèrent prendre le meilleur sur elle. Cette imagination ne jouit pas d'un grand crédit parmi les gens, parce qu'il ne leur est pas permis de se livrer sans frein aux excès ; sa force est disciplinée par une volonté plus ferme ; et sa plus grande gloire est d'avoir atteint des buts grandioses par des moyens si simples que personne ne connaîtra et ne devinera même, sauf les experts, comment une douzaine d'autres expédients, qu'un observateur hâtif aurait trouvés tout aussi brillants, ont été écartés en leur faveur. Un tel homme d'affaires emploie son imagination, à l'instar d'un maître aux échecs, à prévoir les obstacles qui peuvent compromettre ses projets les plus ambitieux, et à rejeter constamment de brillantes suggestions parce qu'il s'est imaginé les moyens de leur riposter. Sa puissante force nerveuse est, dans la nature humaine, l'exact opposé de l'irresponsabilité fiévreuse qui conçoit des projets utopiques irréfléchis. Elle se compare plutôt à un mauvais joueur qui, pour résoudre rapidement les plus ardues problèmes d'échecs, prend sur lui de jouer à la fois les noirs et les blancs. »

C'est une belle description du grand capitaine d'industrie, le maître individualiste, qui nous sert tout en se servant lui-même, comme le ferait tout autre. Pourtant, celui-ci à son tour est une idole qui se ternit. Nous doutons de plus en plus qu'il nous conduise par la main au paradis.

Ces nombreux éléments ont contribué au biais intellectuel actuel, au maquillage mental, à l'orthodoxie du jour. La force contraignante des nombreuses raisons qui en étaient à l'origine a disparu mais, comme d'habitude, les conclusions, par leur vitalité, leur survivent. Proposer des mesures d'action sociale pour le bien public à la City de Londres est comparable à discuter de *L'Origine des espèces* avec un évêque il y a soixante ans. La première réaction n'est pas intellectuelle mais morale. Lorsqu'une orthodoxie est en question, plus les arguments sont convaincants, plus l'offense est grave. Néanmoins, en m'aventurant dans l'antre d'un monstre léthargique, j'ai décrit ses doléances et son pedigree de manière à montrer qu'il nous a gouvernés au nom d'un droit héréditaire plutôt que par mérite personnel.

IV

Débarrassons-nous des principes métaphysiques et généraux sur lesquels, à différents moments, le *laissez-faire* s'est fondé. Il *n'est pas* vrai que les individus possèdent un droit imprescriptible à une « liberté naturelle » dans leurs activités économiques. Il *n'existe pas* de « contrat » qui confère des droits perpétuels à ceux qui possèdent des biens ou en acquièrent. Le monde *n'est pas* gouverné d'En-haut de manière à ce que l'intérêt particulier coïncide toujours avec l'intérêt social. Il *n'est pas* dirigé ici-bas de manière à les faire coïncider en pratique. Il *n'est pas* juste de déduire des principes économiques que l'intérêt personnel éclairé œuvre toujours en faveur de l'intérêt public. Et il n'est pas vrai non plus que l'intérêt personnel *est* généralement éclairé ; le plus souvent, les individus agissant seuls pour leur propre intérêt sont trop faibles, ou trop ignorants même, pour satisfaire ce dernier. L'expérience *ne montre pas* que les individus sont moins clairvoyants en groupe que lorsqu'ils agissent seuls.

Nous ne pouvons donc pas nous contenter de considérations abstraites, mais nous devons, cas par cas, appliquer la distinction de Burke pour qui : « un des problèmes les plus stimulants du droit consiste à déterminer ce que l'État devrait prendre en charge dans l'intérêt général et ce qu'il devrait laisser à l'initiative individuelle avec le moins d'ingérence possible³⁸ ». Nous devons reprendre à cet égard ce que Bentham appelait l'*agenda* et le *non-agenda*, et qu'il avait développés dans sa nomenclature oubliée mais utile, en laissant de côté toutefois l'idée préconçue selon laquelle l'ingérence est à la fois « généralement inutile » et « généralement pernicieuse³⁹ ». Peut-être la principale tâche des économistes est-elle actuellement de distinguer à nouveau l'*agenda* du gouvernement du *non-agenda* ; et la tâche parallèle des hommes politiques serait alors d'imaginer, dans une démocratie, les formes de gouvernement à même de mener à bien cet *agenda*. J'illustrerai par deux exemples ce que j'ai à l'esprit.

1) Je crois que, dans bien des cas, la taille idéale de l'entité de contrôle et d'organisation se situe quelque part entre l'individu et l'État moderne. J'estime que la voie du progrès se trouve dans la reconnaissance et le développement d'organismes semi-autonomes au sein de l'État. Ces organismes auraient pour seul critère d'action, dans leur domaine propre, le bien public tel qu'ils le conçoivent. Ils excluraient tout avantage privé de leurs délibérations, bien qu'il puisse être encore nécessaire de laisser place aux intérêts de groupes, classes ou corps particuliers en attendant que l'altruisme humain se développe davantage. Enfin, ces organismes seraient, pour l'essentiel, autonomes en ce qui concerne leurs affaires courantes – dans les limites qui leur seraient assignées –, mais ils seraient soumis en dernier ressort à la souveraineté démocratique du Parlement.

Je propose de revenir aux conceptions médiévales d'entités autonomes indépendantes. En Angleterre, les « corporations » sont un mode de gouvernement qui n'a jamais perdu de son importance et qui a quelques affinités avec nos

institutions. On peut facilement donner des exemples s'approchant du modèle que je préconise : les universités, la Banque d'Angleterre, l'Autorité du port de Londres, e peut-être même les compagnies de chemin de fer. En Allemagne, sans doute existe-t-il des exemples analogues.

Mais il est plus intéressant encore d'observer les sociétés par actions, lesquelles, lorsqu'elles atteignent un certain âge et une certaine taille, tendent à se rapprocher du statut de la « corporation » publique plutôt que de celui de l'entreprise privée. Par ailleurs, il est intéressant d'observer la tendance de la grande entreprise à se socialiser d'elle-même, évolution peu remarquée de ces dernières décennies. Au cours de sa croissance, une grande entreprise – par exemple une société ferroviaire, une entreprise d'utilité publique ou encore une banque ou une compagnie d'assurances – arrive à un stade où les détenteurs de capital, c'est-à-dire les actionnaires, sont presque entièrement dissociés de la direction, si bien que l'intérêt direct de cette dernière pour dégager des profits importants devient assez secondaire. À ce stade, la stabilité générale et la réputation de l'institution comptent plus pour la direction que la maximisation du profit pour les actionnaires. Ceux-ci reçoivent les dividendes correspondant aux conventions en vigueur ; mais une fois ceux-ci assurés, l'intérêt immédiat de la direction est souvent d'éviter les critiques de sa clientèle et du public. C'est le cas des entreprises de grande taille ou en position de semi-monopole, particulièrement exposées au regard et aux attaques du public. La Banque d'Angleterre est un exemple extrême de cette tendance s'agissant d'une institution en théorie entièrement détenue par des personnes privées. On peut presque soutenir que ses actionnaires constituent le cadet des soucis du gouverneur de la Banque d'Angleterre lorsqu'il détermine sa politique. Leurs droits, au-delà des dividendes convenus, ont d'ailleurs déjà été réduits à un niveau proche de zéro. Il en va de même pour un grand nombre d'autres institutions qui, à mesure que le temps passe, se socialisent.

Cette situation n'a pas que des avantages. Elle encourage un certain conservatisme et diminue l'esprit d'entreprise. En fait, nous percevons déjà dans ces exemples bien des défauts, mais aussi quelques avantages du socialisme d'État. Il s'agit d'une évolution naturelle. Le socialisme, dans sa guerre contre le profit privé illimité, s'approche d'heure en heure de la victoire. Dans les secteurs évoqués, ce problème a cessé d'être urgent, même s'il reste aigu ailleurs. À titre d'exemple, la nationalisation des chemins de fer est devenue une question politique secondaire, sans rapport avec la réorganisation de la vie économique en Grande-Bretagne.

Il est vrai qu'un grand nombre d'entreprises, en particulier celles des grandes infrastructures publiques et d'autres sociétés requérant un capital fixe considérable, devraient être semi-socialisées. Mais nous devons rester souples quant aux formes que prendrait ce semi-socialisme. Profitons pleinement des tendances naturelles du moment, et sachons sans doute préférer des « corporations » semi-autonomes à des organismes gouvernementaux placés sous la responsabilité directe des ministères

d'État.

Je ne critique pas le socialisme d'État doctrinaire parce qu'il cherche à mettre les impulsions altruistes des hommes au service de la société, ni parce qu'il s'éloigne du *laissez-faire*, ni parce qu'il restreint la liberté naturelle de l'homme à devenir millionnaire, ni enfin parce qu'il a le courage de lancer des expériences audacieuses. J'applaudis à toutes ces choses. Je le critique parce que la signification de ce qui est réellement en train de se passer lui échappe ; parce qu'il ne vaut guère mieux qu'une réponse poussiéreuse aux problèmes d'il y a cinquante ans, s'appuyant sur une mauvaise interprétation d'idées d'il y a cent ans. Le socialisme d'État du XIX^e siècle était issu de Bentham, de la libre concurrence, etc., et représente une version, plus claire à certains égards et plus confuse à d'autres, de la même philosophie qui sous-tendait l'individualisme de ce même siècle. Dans ces deux perceptions antagonistes, l'accent est mis sur la liberté, l'une de façon négative pour éviter toute atteinte à celle-ci, l'autre de façon positive afin de détruire les monopoles, naturels ou constitués. Ce sont deux réactions différentes à la même atmosphère intellectuelle.

2) J'en viens ensuite à un critère programmatique qui a trait à ce qu'il est urgent et souhaitable de faire dans un avenir proche. Nous devons chercher à distinguer ce qui relève *intrinsèquement du social* de ce qui relève *intrinsèquement de l'individu*. Les services les plus importants pour l'État concernent non pas les activités déjà assurées par des particuliers, mais celles qui se trouvent en dehors de la sphère individuelle et que *personne* ne prendrait en charge si ce n'était l'État. Ce qui importe au gouvernement, ce n'est pas de faire un peu mieux ou un peu moins bien ce que les individus font déjà, mais c'est de faire ce qui actuellement n'est pas fait du tout.

Il n'entre pas dans mon propos ici de présenter des mesures politiques concrètes. Je me limiterai donc à évoquer quelques problèmes auxquels j'ai le plus réfléchi.

Bien des maux économiques les plus graves de notre temps sont les fruits du risque, de l'incertitude et de l'ignorance. Les fortes inégalités de richesse proviennent du fait que certains individus, ayant la chance d'être fortunés ou d'être dotés de compétences, sont en mesure de tirer parti de l'incertitude et de l'ignorance qui caractérisent la société, et du fait que les grandes affaires sont souvent une loterie. Ces trois facteurs – le risque, l'incertitude et l'ignorance – sont aussi la cause du chômage, de la déception à l'égard des attentes raisonnables des entrepreneurs quant à l'évolution de leurs affaires et, en définitive, de la diminution des rendements et de la production. Le remède, selon moi, ne dépend pas des individus ; ceux-ci ont peut-être même intérêt à ce que le mal s'aggrave. J'estime que le remède à ces maux se trouve d'une part dans le contrôle délibéré de la monnaie et du crédit par une institution centrale, d'autre part dans la collecte des données relatives à l'état des affaires et sa diffusion à grande échelle – y compris de manière totalement transparente et légalement obligatoire s'il le faut – dès lors qu'il est utile

de les connaître. De pareilles mesures permettraient, par l'intermédiaire d'un organisme approprié, de collecter des informations sur le fonctionnement interne des affaires sans pour autant entraver l'initiative privée ni l'activité de l'entreprise. Quand bien même ces mesures s'avéreraient insuffisantes, elles nous permettraient toutefois d'être mieux renseignés sur ce qu'il conviendrait de faire par la suite.

Mon deuxième exemple concerne l'épargne et ses placements. J'estime qu'il est nécessaire de mettre en place une réflexion concertée afin de déterminer le volume d'épargne souhaitable pour la collectivité, puis pour définir le montant de l'épargne qui pourrait être placé à l'étranger sous forme d'investissements, et enfin pour évaluer si l'organisation actuelle du marché des capitaux distribue l'épargne selon les voies les plus productives pour la nation. Je pense que ces questions ne devraient pas être entièrement laissées au hasard des jugements et des profits d'entités privées comme elles le sont actuellement.

Mon troisième exemple concerne la population. Le temps est venu où chaque pays doit disposer d'une politique démographique réfléchie : s'il est judicieux que la population augmente, diminue ou reste constante. Une fois cette politique définie, nous devons prendre les mesures nécessaires pour la mettre en œuvre. Enfin, le temps viendra peut-être où la collectivité dans son ensemble devra veiller à la qualité innée de ses futurs membres autant qu'à leur simple nombre.

V

Ces réflexions ont porté sur les améliorations techniques qu'on pourrait apporter au capitalisme moderne grâce à l'action collective. Elles ne contiennent rien d'incompatible avec ce qui me semble être la caractéristique essentielle du capitalisme, à savoir l'appât du gain et l'amour de l'argent comme principes moteurs de la machine économique. Si près de conclure, je ne devrais pas m'égarer dans d'autres domaines. Néanmoins, je ferais bien de vous rappeler que, dans les prochaines années, les contestations les plus féroces et les divisions de l'opinion les plus profondes se focaliseront vraisemblablement non pas autour de questions techniques, qui sont en fait principalement économiques, mais autour de questions qu'on appellera, faute de mieux, psychologiques ou, peut-être, morales.

En Europe, du moins dans certaines parties de l'Europe – mais pas aux États-Unis, me semble-t-il –, on rencontre souvent une résistance contre le fait de faire reposer la société sur l'accompagnement, l'encouragement et la protection des motivations pécuniaires des individus. Organiser notre vie de manière à dépendre le moins possible de ceux-ci ne relève pas nécessairement d'une position *a priori*, mais peut résulter d'une comparaison d'expériences. Ainsi on observe que la place plus ou moins grande accordée à l'argent dans la vie quotidienne des gens est liée à la profession choisie. Les historiens peuvent nous citer des périodes où l'amour de l'argent jouait un rôle bien plus réduit qu'actuellement. La plupart des religions et des philosophies désapprouvent, c'est le moins qu'on puisse dire, des modes de vie où dominant des considérations de profit personnel. D'un autre côté, la plupart des hommes aujourd'hui rejettent les principes ascétiques et ne mettent nullement en doute les avantages réels que procure la richesse. De plus, il leur paraît évident qu'on ne peut se passer de l'argent comme mobile, et que, mis à part certains abus reconnus, celui-ci remplit bien son office. En définitive, l'homme ordinaire évite le problème ; il ne sait pas quoi penser ni ressentir de toute cette affaire confuse.

La confusion dans les pensées et dans les sentiments conduit à une confusion dans le discours. Nombreux sont ceux qui, tout en s'opposant assurément au capitalisme comme mode de vie, semblent lui objecter son incapacité à atteindre aisément ses propres objectifs. Au contraire, les adeptes de ce système sont souvent conservateurs à l'excès et rejettent les réformes techniques qui pourraient réellement le renforcer et le préserver, de peur d'entrouvrir la porte à l'abandon du capitalisme lui-même. Le temps est peut-être proche où nous discernons plus nettement si nous discutons de l'efficacité réelle du capitalisme en tant que technique ou comme système idéologique. Pour ma part, j'estime que le capitalisme, raisonnablement dirigé, peut probablement se révéler plus efficace pour atteindre ses objectifs économiques que tout autre système actuellement proposé – quoiqu'il reste extrêmement critiquable par bien des aspects. Notre problème est de construire une organisation sociale qui soit aussi efficace que possible sans porter atteinte à notre conception d'un mode de vie satisfaisant.

Les prochaines avancées doivent être le fruit, non de l'agitation politique et d'expériences prématurées, mais d'un travail de réflexion. Nous devons clarifier nos sentiments par un effort de l'esprit. À présent, nos sympathies et nos jugements peuvent être contradictoires, ce qui crée un état d'esprit douloureux et paralysant. Le succès de l'action des réformateurs est subordonné à la poursuite obstinée d'un objectif clair et net où intellect et sentiments sont en accord. Aucun parti au monde ne me paraît actuellement poursuivre des objectifs justes par des méthodes justes. Or c'est précisément dans des situations où il y a très peu de marges de manœuvre pour des expériences que la pauvreté matérielle incite au changement. À l'inverse, la prospérité étouffe l'incitation au moment même où il est moins risqué de tenter sa chance. L'Europe manque de moyens et l'Amérique manque de volonté pour agir. Nous avons besoin d'un ensemble nouveau de convictions découlant naturellement d'un examen lucide de nos propres sentiments intérieurs confrontés à la réalité des faits extérieurs.

[1.](#) Voir *Essais de persuasion*, traduit par Herbert Jacoby en 1933 chez Gallimard ; seules les deux dernières parties ont été traduites ; elles seront reprises, en 1971, dans une traduction de Michel Panoff, dans *Sur la monnaie et l'économie*, Paris, Payot, coll. « Petite Bibliothèque Payot », 2009.

[2.](#) En français dans le texte. (N.d.T.)

[3.](#) John Locke, *Une lettre sur la tolérance (A Letter Concerning Toleration)*, 1689. [Locke est considéré comme le précurseur du libéralisme. (N.d.T.)]

[4.](#) David Hume, *Enquête sur les principes de la morale (An Enquiry Concerning the Principles of Morals)*, section LX, 1751.

[5.](#) William Paley, philosophe et théologien britannique, est l'auteur de la *Théorie naturelle*, 1803. (N.d.T.)

[6.](#) Jeremy Bentham, précurseur du libéralisme, est le père de l'utilitarisme. (N.d.T.)

[7.](#) « Je passe sous silence, dit l'archidiacre Paley, bien des déclamations habituelles sur la dignité et la capacité de notre nature, sur la supériorité de l'âme par rapport au corps, de la partie rationnelle par rapport à la partie animale de notre organisme ; sur le mérite, le raffinement et la délicatesse de certaines satisfactions et la mesquinerie, la grossièreté et la sensualité d'autres ; car je soutiens que les plaisirs ne diffèrent que par la durée et l'intensité. »

[8.](#) Leslie Stephen, *English Thought in the Eighteenth Century*, t. II, Londres, Smith, Elder & Co., 1902, p. 192.

[9.](#) Edmund Burke, penseur libéral, est à l'origine du conservatisme moderne. (N.d.T.)

[10.](#) Godwin poussait si loin le *laissez-faire* qu'il pensait que *tout* gouvernement était un mal, ce sur quoi Bentham était presque en accord. La doctrine de l'égalité, avec lui, se rapproche de l'individualisme extrême, frôlant l'anarchie. « L'exercice universel du jugement privé, dit-il, est une doctrine si ineffablement belle que le véritable homme politique éprouvera une forte réticence à l'idée de s'en mêler » (Voir Leslie Stephen, *English Thought in the Eighteenth Century, op. cit.*, t. II, p. 277).

[11.](#) Malthus considérait que la loi des débouchés était fautive, le niveau de la production et celui de la demande n'étant pas forcément identiques ; il a théorisé les crises de « surproduction » et aurait – selon Keynes, qui lui consacra un essai – inventé le concept de la « demande effective ». (N.d.T.)

[12.](#) William Cobbett, journaliste et homme politique, défendait les avantages de la vie rurale contre l'industrialisation. (N.d.T.)

[13.](#) William Huskisson, président du Board of Trade et trésorier de la Marine, était un libre-échangiste notoire. (N.d.T.)

[14.](#) Samuel Wilberforce était fils d'abolitionniste et devint, plus tard dans sa vie, lord évêque d'Oxford, membre de la House of Lords et Fellow of the Royal Society. Grand orateur et avocat du libéralisme, il s'opposa aux idées darwiniennes défendues par Robert Owen et Thomas Huxley lors d'un débat sur la théorie de l'évolution à Oxford en 1860. (N.d.T.)

[15.](#) *Le Léviathan* (1651) annonce l'empirisme et l'avènement du libéralisme dans la pensée économique. (N.d.T.)

[16.](#) Harriett Martineau, journaliste, écrivaine, sociologue et militante féministe britannique, admiratrice de l'œuvre de Charles Darwin, publia, en 1822, *On Female Education* et, en 1837, *Theory and Practice of Society in America*. (N.d.T.)

17. On peut se sentir des affinités pour la vision de Coleridge, résumée par Leslie Stephen, selon laquelle les utilitaristes détruisirent chaque élément de cohésion, faisant de la société une lutte d'intérêts égoïstes, et s'attaquèrent aux racines mêmes de tout ordre, patriotisme, poésie, et religion.

18. « Que faut-il faire pour vous aider ? » demanda Colbert. « Nous laisser faire », répondit Legendre.

19. En ce qui concerne l'histoire de la formule, voir August Oncken, *Die Maxime Laissez faire et laissez passer*, d'où la plupart des citations ci-dessus sont extraites. Les doléances du marquis d'Argenson étaient peu connues jusqu'à ce qu'Oncken les mît au jour, en partie parce que les passages correspondants qui furent publiés de son vivant étaient anonymes (*Journal économique*, 1751), et en partie parce que ses œuvres ne furent publiées de façon exhaustive (bien qu'elles circulassent probablement sous le manteau à titre privé) qu'à partir de 1858 (*Mémoires et journal inédit du marquis d'Argenson*).

20. « On ne peut dire autant de nos fabriques : la vraie cause de leur déclin, c'est la protection outrée qu'on leur accorde. »

21. Le négociant Vincent de Gournay était partisan de la liberté de commercer, de produire et de travailler. Il aurait été à l'origine de la devise complète « laissez faire, laissez passer ». (*N.d.T.*)

22. François Quesnay est, avec son ami Vincent de Gournay, l'un des fondateurs de l'école des physiocrates. Son *Tableau économique* (1759) présentant l'interdépendance des différents secteurs économiques et les échanges de paiements, est considéré comme l'ancêtre de notre système de comptabilité nationale. (*N.d.T.*)

23. David Ricardo est un des chefs de file de l'école classique britannique. Il défendait le libre-échange au nom de la théorie des avantages comparatifs qui sous-tend une division internationale du travail selon les spécialisations des pays. (*N.d.T.*)

24. Loi promulguée en 1651 accordant aux navires anglais l'exclusivité du commerce extérieur de l'Angleterre ; elle ne fut abrogée qu'au milieu du XIX^e siècle. (*N.d.T.*)

25. Henry Sidgwick est, avec Jeremy Bentham et James Mill, l'un des plus grands penseurs utilitaristes qui influença l'éthique et la politique au XIX^e siècle. (*N.d.T.*)

26. Thomas Edward Cliff Leslie, spécialiste de la propriété rurale, est notamment l'auteur d'un essai intitulé *The Love of Money* (1862). (*N.d.T.*)

27. Henry Sidgwick, *The Principles of Politic Economy*, Londres, Macmillan, 1901, p. 20.

28. Jeremy Bentham utilise l'expression « laissez-nous faire » (*Works*, Londres, Bowring, 1843, p. 440).

29. Écrit en 1793, un chapitre parut dans la *Bibliothèque britannique* en 1798, et le texte complet fut publié pour la première fois dans l'édition Bowring des *Works* (1843).

30. Jane Marcet devint célèbre par ses ouvrages de vulgarisation en général et d'économie politique en particulier ; son livre *Conversations on Political Economy* (1816) popularise les idées d'Adam Smith, de David Ricardo et de Malthus. Dans tous ses ouvrages, le professeur (Mrs B.) dialogue avec ses deux élèves (Caroline et Emily). (*N.d.T.*)

31. Henry Sidgwick, *The Principles of Politic Economy*, *op. cit.*, p. 22 : « Même ces économistes, qui adhéraient dans l'ensemble aux restrictions de la sphère gouvernementale d'Adam Smith, firent valoir celles-ci tristement plutôt que triomphalement ; non qu'ils admirassent l'ordre social présent qui résultait de la "liberté naturelle", mais parce qu'ils étaient convaincus qu'il était au moins préférable à tout ordre artificiel que le gouvernement pourrait être capable de lui substituer. »

32. Frédéric Bastiat, de pensée résolument libérale et individualiste, défendit au XX^e siècle le libre-échange, notamment les idées de Richard Cobden, et se montra favorable à la suppression des Corn Laws. Son influence à l'étranger sera bien supérieure à ce qu'elle sera en France. Sa pensée aurait inspiré les politiques de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan. (*N.d.T.*)

33. Frédéric Bastiat, *Harmonies économiques*, Paris, Guillaumin, 1850.

34. Edwin Cannan, historien de la pensée économique, s'opposa notamment à la théorie classique dans *History of the Theories of Production and Distribution* (1898) et évolua vers le libéralisme au début du XX^e siècle. Avec John Maynard Keynes, il écrivit *Monetary Reform* (1924). (*N.d.T.*)

35. John Elliott Cairnes est souvent considéré comme le « dernier des économistes classiques ». Élève de l'archevêque Whately (voir *supra*), il occupa la chaire d'économie politique de l'Université de Dublin que ce dernier avait fondée. *Essays in Political Economy, Theoretical and Applied* (1873), dont sont extraites les citations de la note de bas de page suivante, figure parmi ses nombreuses publications. (*N.d.T.*)

36. Cairnes décrivait bien « la notion dominante » dans le passage suivant de la même leçon : « La notion dominante est que l'économie politique s'emploie à démontrer que la richesse pourrait être accumulée très rapidement et distribuée très justement ; c'est-à-dire, que le bien-être humain pourrait être promu très efficacement, en laissant simplement les gens livrés à eux-mêmes ; cela signifie laisser les individus suivre les incitations de leur propre intérêt, sans être gênés par l'État ni par l'opinion publique, pour autant qu'il n'y ait ni force ni fraude. Telle est la doctrine généralement connue sous le nom de *laissez-faire* ; et par suite, l'économie politique est, je crois, très souvent considérée comme une sorte d'interprétation scientifique de cette maxime – une justification de la liberté d'entreprendre et de contracter pour l'individu comme étant la seule solution et celle qui se suffit à elle-même pour résoudre l'ensemble des problèmes liés à la production et au travail industriels. »

37. Spencer est considéré comme le fondateur du darwinisme social, même si Darwin désapprouvait le rapprochement qu'il opérait

entre sa théorie et les faits sociaux. Dans ses ouvrages *The Proper Sphere of Government* (1842) et *The Right to Ignore the State* (1850), il se déclare partisan d'un rôle de l'État réduit au minimum. (N.d.T.)

[38.](#) Cité par John Ramsay McCulloch dans ses *Principles of Political Economy* (1825).

[39.](#) *Manual of Political Economy* de Jeremy Bentham, publié à titre posthume dans l'édition Bowring (1843).

Rendement économique, justice sociale et liberté individuelle¹

Ce court essai, publié dans *Nation and Athenaeum* le 20 février 1926, fut rédigé par Keynes à la suite d'un discours qu'il prononça au Manchester Reform Club².

Rappelons quelques éléments du contexte politique de l'époque : les élections de 1924 donnèrent une majorité au parti conservateur et Stanley Baldwin fut nommé Premier ministre et le resta cinq ans. Une négociation s'engagea alors entre le parti travailliste, deuxième parti de la Chambre, et le parti libéral qui comptait moins d'un tiers des sièges, en vue de former un gouvernement de coalition pour supplanter le gouvernement conservateur. C'était le vœu de Keynes, qui écrivait dans cet essai : « Je ne souhaite pas vivre sous un gouvernement conservateur pendant les vingt prochaines années. » Si ce vœu n'était pas exaucé, le parti libéral (qui avait sa préférence) serait voué à une « extinction virtuelle » et les « principes progressistes » qui lui étaient chers ne verraient jamais le jour. De fait, cette prévision pessimiste se réalisa : le parti libéral allait être écarté du pouvoir pour plusieurs décennies.

L'extrait qui suit est la conclusion du discours de Keynes.

*

* *

Le problème politique de l'humanité est de concilier trois choses : efficacité économique, justice sociale et liberté individuelle. L'efficacité économique exige esprit critique, prudence et connaissances techniques. La justice sociale, elle, requiert d'être dépourvu d'égoïsme, d'avoir de l'enthousiasme et d'aimer son prochain. Enfin la liberté individuelle réclame tolérance, largeur de vues, discernement pour apprécier les mérites de la diversité et indépendance d'esprit ; elle conduit à préférer par-dessus tout de permettre aux talents exceptionnels et aux forts potentiels de réussir. La deuxième valeur, la justice sociale, est le plus bel apanage du grand parti du prolétariat. Mais la première, l'efficacité économique, et la troisième, la liberté individuelle, exigent les qualités que l'on trouve dans le parti libéral, qui, par ses traditions et par ses anciennes inclinations, a été le foyer de l'individualisme économique et de la liberté sociale.

¹. Extrait de « Liberalism and Labour » (1926), voir John Maynard Keynes, *Essays in Persuasion*, in *Collected Writings of John Maynard Keynes*, vol. IX, Cambridge/New York, Cambridge University Press for the Royal Economic Society, 2013, p. 311.

². Le Manchester Reform Club, club de *gentlemen*, fut fondé en 1867 pour rassembler l'élite du parti libéral bien implanté dans la région ; ses locaux étaient situés dans un immeuble prestigieux, d'architecture néogothique, situé à Manchester. Il fusionna avec l'Engineers Club en 1967 et disparut définitivement en 1988.

Les sept principes de l'immobilisme des conservateurs¹

Le texte qui suit est la dernière section de « Can Lloyd George Do It ? », article que John Maynard Keynes et Hubert Henderson² ont coécrit, en 1929, en pleine campagne électorale, à l'issue de cinq années de gouvernement conservateur de Stanley Baldwin. Les deux auteurs, et singulièrement Keynes, économiste célèbre dès les années 1920, signèrent ce texte largement diffusé et publié dans la revue *Nation and Athenaeum* le 11 mai 1929. Ils souhaitaient, en tant qu'économistes, apporter leur soutien au programme, intitulé *We Can Conquer Unemployment* (Nous pouvons vaincre le chômage), défendu par Lloyd George, chef du parti libéral.

Ce programme de dépenses publiques (transports, logement, téléphone, électricité, pensions, etc.) était destiné à réduire fortement en un an le chômage, qui atteignait alors 10 % de la population active, un taux qui n'avait cessé de s'élever à la suite du rétablissement de la parité-or de la livre d'avant-guerre en 1925.

On y trouve pour la première fois le concept de multiplicateur d'emploi : un nouvel investissement crée des emplois directs et indirects selon un processus cumulatif capable de faire redémarrer l'activité économique et d'entraîner le pays vers la prospérité.

Malgré l'appui de Keynes et Henderson, le parti libéral de Lloyd George perdit les élections ; devenu troisième parti du Royaume-Uni, il dut se résigner à rester durablement dans l'opposition. C'est Ramsay MacDonald, leader du parti travailliste, lequel était certainement plus orthodoxe en matière économique que le parti libéral, qui occupa les fonctions de Premier ministre de 1929 à 1935, en gouvernant, à partir de 1931, avec la participation des conservateurs.

*

* *

Ce n'est pas par accident que le gouvernement conservateur nous a plongés dans le borbier où nous nous trouvons. C'est le résultat logique de sa philosophie :

— Vous ne devez pas poursuivre le développement des équipements de téléphonie et de l'électricité, car cela ferait augmenter le taux d'intérêt.

— Vous ne devez pas vous hâter de financer les routes et le logement, car cela consommerait le potentiel d'emplois dont nous pourrions avoir besoin dans les années à venir.

— Vous ne devez pas rechercher le plein emploi, car cela produirait de l'inflation.

— Vous ne devez pas investir, car comment pourriez-vous savoir si cela rapportera ?

— Vous ne devez rien faire, car si vous faisiez quelque chose, cela signifierait

seulement que vous ne pouvez pas faire autre chose.

— La sécurité d'abord ! La politique consistant à maintenir un million de chômeurs a été poursuivie maintenant pendant huit ans sans écueil. Pourquoi risquerions-nous un changement ?

— Pas de promesses que nous ne pouvons tenir. Par conséquent, nous ne promettons rien.

Voilà ce qu'on nous sert.

Ce sont là des slogans de dépression et de décadence – les pusillanimités, les obstructions et les stupidités liées à un dépérissement de toute vitalité administrative.

Négation, restriction, inactivité – tels sont les mots d'ordre du gouvernement. Mus par ces attitudes, nous avons été obligés de boutonner nos gilets et de retenir notre respiration. Les peurs, les doutes et les précautions d'hypocondriaque nous enferment. Mais, nous ne sommes pas en train de tituber vers nos tombes. Nous sommes des enfants sains. Nous avons besoin du souffle de la vie. Il n'y a rien à craindre. Au contraire, l'avenir nous réserve bien plus de richesses et de possibilités dans nos vies personnelles que le passé ne nous en a jamais offertes.

Il n'y a aucune raison pour ne pas se sentir libres d'être audacieux et ouverts, pour ne pas expérimenter, pour ne pas agir afin d'accroître le champ des possibles. Au-dessus et contre nous, debout sur notre chemin, il n'y a que des vieux messieurs engoncés dans leur redingote qui doivent être traités gentiment avec une pointe d'irrespect et être renversés comme des quilles.

Il est fort probable que cela les amuse une fois qu'ils auront surmonté le choc.

¹. Extrait de « Can Lloyd George Do It ? » (1929). Voir John Maynard Keynes, *Essays in Persuasion*, in *Collected Writings of John Maynard Keynes*, vol. IX, Cambridge/New York, Cambridge University Press for the Royal Economic Society, 2013, p. 124-125.

². Henderson collabora longtemps avec Keynes, mais prit ses distances avec celui-ci au sujet des politiques à mener lors de la Grande Dépression et rejeta sa *Théorie générale* en 1936.

L'autosuffisance nationale

« National self-sufficiency » est la transcription d'une conférence prononcée le 19 avril 1933 à University College, à Dublin. Keynes ne s'était pas rendu en Irlande depuis 1911 et sa visite de deux jours, dans un contexte de quasi-guerre commerciale, prit une dimension politique légèrement provocatrice compte tenu du sujet de son propos. La version d'origine, publiée dans la revue *Studies* en juin 1933, comporte de nombreux passages relatifs aux questions commerciales anglo-irlandaises qui ne furent pas conservés dans les versions ultérieures.

La version plus générale traduite ici est celle qui fut publiée le 8 et le 15 juillet 1933 dans *The New Statesman and Nation*, à la fin de la Conférence économique mondiale organisée sous l'égide de la Société des Nations et qui se déroula à Londres du 12 juin au 27 juillet 1933. Le même article allait être publié peu de temps après dans la revue américaine *Yale Review*.

La Conférence économique mondiale donne un éclairage essentiel sur l'état d'esprit qui était alors celui de Keynes. Celui-ci avait été chargé par le Premier ministre britannique de l'époque, Ramsay MacDonald, de préparer la position que son pays allait défendre à ce forum international réunissant une soixantaine de délégations nationales. L'objectif était de trouver des moyens de sortir de la dépression dans laquelle le monde était plongé depuis quatre ans : baisse de la demande et de la production se traduisant par une forte montée du chômage, multiplication des mesures protectionnistes suivie d'une contraction du volume des échanges internationaux, baisse générale des prix, guerre des monnaies – la convertibilité du dollar par rapport à l'or avait été suspendue le 19 avril 1933, le jour même où Keynes avait prononcé sa conférence à Dublin.

Cette conjoncture désastreuse avait porté au pouvoir des régimes populistes et totalitaires tels ceux de Mussolini en Italie et de Hitler en Allemagne, tous deux désireux de mener des expériences économiques et sociales qui auraient menacé la paix mondiale. À cette Conférence de Londres, le Royaume-Uni et les États-Unis (Roosevelt, qui avait été élu président en novembre 1932, venait de lancer le New Deal) étaient attendus pour sauver le monde ; ils devaient y annoncer des initiatives, mais il n'en fut rien. Keynes, pour qui le fiasco était prévisible, esquaissa une solution que l'on pourrait qualifier de second choix, l'autosuffisance nationale.

Keynes part d'un constat lucide : dans les années 1930, le dogme du libre-échange du XIX^e siècle – assimilé à l'internationalisme économique (on parle aujourd'hui de « mondialisation ») – n'apparaît plus comme intangible ni irremplaçable, et surtout il ne remplit pas ses objectifs. Il ne garantit plus la paix, comme tendrait à le prouver l'expérience de la Grande Guerre. Pour Keynes, les avantages économiques de la division internationale du travail – corollaire du libre-échange – ne sont pas les seuls à prendre en considération. La « règle

autodestructrice du calcul financier », qui résume la vision étroite du comptable, s'avère notoirement insuffisante. D'autres effets, en particulier la destruction des emplois, ont des inconvénients singulièrement plus graves. Toutefois, le passage d'une situation dans laquelle régnerait le libre-échange à une situation plus dirigiste, symbolisée par le slogan « *Let goods be homespun* » (auquel fait écho « *Let finance be primarily national* »), doit s'opérer lentement, avec discernement et pragmatisme. C'est en fait principalement l'État qui doit changer sa vision en cessant de considérer l'économie nationale comme le ferait le « président d'une société par actions ».

Le succès de cet article fut ambigu : au Royaume-Uni, Oswald Mosley, chef du parti fasciste britannique, en fit aussitôt l'éloge. En Allemagne, où le parti nazi avait porté Hitler au pouvoir, « L'autosuffisance nationale » fut traduit et publié la même année, expurgé des passages qui auraient pu déplaire aux Allemands¹.

*

* *

I

Comme la plupart des Anglais, j'ai été élevé dans le respect du libre-échange, non seulement comme doctrine économique dont aucune personne instruite et sensée ne pouvait douter, mais presque comme procédant de la loi morale. Je considérais tout écart par rapport à cette doctrine comme à la fois insensé et outrageux. J'estimais que les convictions libre-échangistes inébranlables de l'Angleterre, maintenues pendant près de cent ans, étaient l'explicitation devant l'humanité et la justification devant Dieu de sa suprématie économique. Jusqu'en 1923, j'ai écrit que le libre-échange reposait sur des vérités fondamentales « lesquelles, énoncées avec les réserves nécessaires, ne peuvent être contestées par personne capable de comprendre la signification des mots² ».

Examinant à nouveau aujourd'hui ces vérités fondamentales, je ne les remets pas en cause. Pourtant, comme pour bien d'autres, mes vues ont changé. En partie, il est vrai, parce que mes références en économie ont évolué. Je ne devrais pas accabler M. Baldwin, comme je le faisais à l'époque, en lui reprochant d'être la « victime de l'erreur protectionniste dans son expression la plus primaire », parce qu'il croyait que, dans les conditions existantes, un droit de douane pouvait contribuer à diminuer le chômage britannique. Mais pour l'essentiel, j'attribue mon changement de perspective à quelque chose d'autre, à mes espoirs, mes craintes et mes préoccupations, qui sont différents de ce qu'ils étaient, comme sans doute pour la plupart des personnes de ma génération.

C'est un long processus que celui qui consiste à se défaire des habitudes de pensée d'avant-guerre. Aujourd'hui, arrivés au tiers du XX^e siècle, pour la plupart d'entre nous, le XIX^e s'est éloigné ; et lorsque nous atteindrons le milieu du XX^e siècle, il est probable que nos habitudes de pensée et nos priorités soient aussi différentes des méthodes et des valeurs du XIX^e siècle que l'ont été celles de chaque autre siècle par rapport au précédent. Il pourrait donc être utile d'essayer de faire une sorte d'inventaire, d'analyse, de diagnostic, pour découvrir en quoi consiste, pour l'essentiel, ce changement de mentalité.

Que croyaient accomplir les libre-échangistes du XIX^e siècle qui étaient parmi les plus idéalistes et les plus désintéressés des hommes ?

Ils croyaient – et c'est peut-être juste de commencer par cela – qu'ils agissaient de façon parfaitement sensée, qu'eux seuls étaient clairvoyants, et que les politiques qui cherchaient à s'ingérer dans la division internationale du travail idéale agissaient toujours par ignorance, une ignorance entretenue par l'intérêt personnel.

Ensuite, ils croyaient résoudre le problème de la pauvreté, à l'échelle mondiale, en utilisant au mieux les ressources et les compétences du monde comme le ferait toute bonne ménagère.

Ils croyaient non seulement participer à la sélection des plus aptes, au sens

économique, mais aussi servir la grande cause de la liberté. La liberté d'initiative personnelle, celle des dons individuels, la cause de la création artistique, la fertilité de l'esprit affranchi, tout en combattant les forces ennemies des privilèges, des monopoles et de l'obsolescence.

Ils se croyaient enfin les garants de la paix et de la concorde internationale, de la justice économique entre les nations, et les propagateurs du progrès.

Et si le poète de cette époque était parfois saisi de sentiments étranges, l'entraînant loin de tout commerce, là où paissent les chèvres sauvages, il était toujours bercé de cette tranquille assurance :

« Moi qui vis avec le troupeau des fronts bas, immunisé de nos progrès glorieux
Comme une bête au plaisir simple, comme une bête aux souffrances réduites³ ! »

II

Que pouvons-nous redire à cela ? Apparemment rien. Pourtant, pour beaucoup d'entre nous, cette doctrine économique, le libre-échange, ne répond pas aux objectifs politiques qu'elle prétend servir. Qu'est-ce qui ne va pas ?

Commençons par la question de la paix. Nos convictions en faveur du pacifisme sont si fortes aujourd'hui que si le libre-échangiste pouvait faire triompher cette cause, il emporterait rapidement notre adhésion. Toutefois, il ne semble pas évident que la sauvegarde de la paix internationale exige que nous concentrons nos efforts nationaux pour conquérir les marchés étrangers ; elle n'exige pas non plus que notre économie se laisse pénétrer par les biens des capitalistes étrangers ou soit soumise à l'influence de ceux-ci ; enfin il ne semble pas nécessaire pour assurer la paix que notre propre vie économique dépende si étroitement des politiques économiques fluctuantes des pays étrangers. Il est plus facile, à la lumière de l'expérience et avec un peu de prévoyance, de soutenir tout le contraire. La protection des intérêts étrangers d'un pays, la conquête de nouveaux marchés, le progrès de l'impérialisme économique, font presque inévitablement partie d'une logique visant un maximum de spécialisation internationale et de diffusion géographique du capital, indépendamment du lieu de résidence des propriétaires de celui-ci. Dans bien des cas, il pourrait être plus facile d'appliquer des politiques intérieures judicieuses, si, par exemple, on pouvait proscrire le phénomène appelé « fuite des capitaux ». Lorsque la propriété de l'entreprise par actions est morcelée entre d'innombrables individus qui achètent leur participation aujourd'hui et la revendent demain, qui manquent totalement de connaissances à l'égard de ce qu'ils possèdent momentanément et qui ne s'en sentent pas responsables, le divorce entre la propriété et la responsabilité réelle de la gestion pose un sérieux problème. Mais lorsque le même principe est appliqué au plan international, il devient intolérable en temps de fortes tensions et sa mise en pratique pourrait se résumer par les comportements suivants : « Je ne suis pas responsable de ce que je possède et ceux qui gèrent ce que je possède ne sont pas responsables devant moi. » Il se peut qu'un calcul financier montre qu'on aurait avantage à placer son épargne dans un certain endroit de la planète offrant l'efficacité marginale du capital la plus grande ou bien le taux d'intérêt le plus élevé. Mais l'expérience montre de plus en plus que l'éloignement entre la propriété et la gestion envenime les relations entre les hommes de sorte qu'il suscite, à long terme, de façon plus ou moins certaine, des tensions et des inimitiés réduisant à néant le calcul financier.

Je sympathise par conséquent avec ceux qui voudraient réduire les imbrications économiques entre les nations, plutôt qu'avec ceux qui chercheraient à les augmenter. Les idées, les connaissances, l'art, l'hospitalité, les voyages, toutes ces choses devraient par nature être internationales. Mais fabriquons les biens chez nous chaque fois que cela est raisonnablement et pratiquement possible ; et, par-dessus tout, faisons en sorte que la finance reste, en priorité, nationale. Cependant, c'est

lentement et avec précaution qu'il conviendrait de délivrer un pays de ses imbrications internationales. Il ne s'agit pas de déraciner la plante mais de l'habituer lentement et prudemment à pousser dans une direction différente.

Toutes ces fortes raisons me portent donc à croire qu'une fois la transition accomplie, une plus grande autosuffisance nationale et un isolationnisme économique plus marqué – par rapport à la situation qui prévalait en 1914 – pourraient servir la cause de la paix, plutôt que le contraire. En tout état de cause, le premier âge de la mondialisation n'a pas vraiment réussi à prévenir les conflits ; et si ses soutiens répliquent que de tels succès imparfaits ne lui laissèrent jamais une chance d'établir un climat réellement pacifique, il est raisonnable d'observer qu'un plus grand succès n'est guère probable dans les années à venir.

Détournons-nous maintenant de ces questions qui nous laissent dubitatifs et passons à un sujet plus essentiellement économique. Au XIX^e siècle, le partisan de l'internationalisme économique pouvait sans doute revendiquer, à juste titre, que ses politiques enrichissaient le monde, qu'elles faisaient la promotion du progrès économique, et qu'un retour en arrière nous eût sérieusement appauvris ainsi que nos voisins. Cela soulève la question des poids respectifs des avantages économiques et des avantages non économiques, question difficile à trancher. La pauvreté est un grand fléau ; et l'avantage économique un véritable bienfait qu'on ne doit pas sacrifier à des avantages d'un autre type, sauf si le premier pèse nettement moins dans la balance que les seconds. Il existait, au XIX^e siècle, deux raisons expliquant que les avantages économiques de l'internationalisme surpassaient ses inconvénients. En premier lieu, à une époque où l'immigration de masse peuplait les nouveaux continents, il était naturel que les migrants emportent avec eux les fruits matériels des techniques de l'Ancien Monde, représentant l'épargne de ceux qui les envoyaient dans ces contrées. Le placement de l'épargne britannique dans les chemins de fer et dans le matériel roulant qui devaient être installés par des ingénieurs britanniques pour transporter des émigrés britanniques vers de nouveaux champs et pâtures, et dont les produits financiers allaient être rapportés à ceux qui, par leur frugalité, avaient rendu ces choses possibles, était une forme singulière de l'internationalisme économique. Celle-ci ne ressemblait que de loin, dans son essence, à son autre forme, celle où l'action de la compagnie AEG⁴ allemande est détenue par un spéculateur de Chicago et où l'action d'une compagnie d'infrastructures municipales de Rio de Janeiro appartient à une vieille fille anglaise. C'était pourtant le type d'organisation nécessaire pour faciliter la première forme d'internationalisation qui aboutit à la seconde. Ensuite, à une époque où existaient de fortes différences entre les pays en matière d'industrialisation et d'apprentissage technique, les avantages d'un haut degré de spécialisation nationale étaient tout à fait considérables.

Mais je ne suis pas persuadé que les avantages économiques de la division internationale du travail soient tout à fait comparables aujourd'hui à ce qu'ils étaient dans le passé. Cependant, je ne voudrais pas faire croire que je pousse mon

argumentation trop loin. La spécialisation internationale du travail doit être considérablement développée, dans un monde rationnel, partout où elle est dictée par des différences marquées affectant le climat, les ressources naturelles, les compétences des populations autochtones, le niveau culturel et la densité de celles-ci. Mais pour une gamme de plus en plus large de produits industriels, voire de produits agricoles, je ne suis pas sûr que le coût économique d'une politique d'autosuffisance nationale soit si élevé qu'il contrecarre les avantages d'un rapprochement progressif du producteur et du consommateur au sein de la même organisation nationale, économique et financière. L'expérience prouve de plus en plus que la plupart des processus de production de masse peuvent opérer, dans un grand nombre de pays et de climats, avec presque la même efficacité. En outre, à mesure que la richesse augmente, la place qu'occupent les produits primaires et manufacturés dans l'économie nationale a tendance à se contracter par rapport à celle des logements, des services personnels et des équipements locaux qui ne font pas l'objet d'échanges internationaux ; partant, l'augmentation modérée du coût réel des premiers, résultant d'une plus grande autosuffisance nationale, peut cesser d'être déterminante lorsqu'elle est pondérée et comparée aux avantages d'un autre type. Bref, l'autosuffisance nationale, bien qu'elle ait un coût, pourrait devenir un luxe que nous pouvons nous permettre si nous en avons envie. Existe-t-il suffisamment de bonnes raisons pour nous pousser dans ce sens ?

III

Le capitalisme décadent international mais individualiste dans lequel nous nous sommes trouvés après la guerre⁵ n'est pas un succès. Il n'est ni intelligent, ni juste, ni vertueux – et il ne remplit pas ses engagements. En bref, il nous déplaît et nous commençons à le mépriser. Mais lorsque nous songeons à ce qui pourrait le remplacer, nous sommes extrêmement perplexes.

Chaque année, il devient de plus en plus évident que le monde s'engage dans une série d'expériences politico-économiques qui diffèrent entre elles au gré des tempéraments nationaux et contextes historiques. L'internationalisme économique du libre-échangiste du XIX^e siècle supposait que le monde entier était, ou allait être, organisé sur la base d'un capitalisme privé compétitif et caractérisé par la liberté de contrat – rendue inviolable grâce aux sanctions légales – évoluant certes, selon différentes phases de complexité et de développement, mais se conformant à un modèle uniforme, celui que l'on chercherait à parfaire, mais certainement pas à détruire. Le protectionnisme du XIX^e siècle vint entacher l'efficacité et le bon sens de cette pensée, mais il ne modifia en rien ses présupposés relatifs aux caractéristiques fondamentales de la société économique.

Aujourd'hui, l'un après l'autre, les pays abandonnent ces suppositions. La Russie est encore isolée dans son expérience singulière, mais n'est plus seule dans son abandon des vieilles conceptions. L'Italie, l'Irlande, l'Allemagne regardent vers de nouveaux modes d'économie politique. À leur suite, nombreux seront les pays qui chercheront, l'un après l'autre, de nouveaux dieux économiques. Même des pays comme la Grande-Bretagne et les États-Unis, tout en se conformant pour l'essentiel au vieux modèle, luttent en sous-main pour un nouveau dessein économique. Nous ne savons pas ce qu'il en ressortira. Nous sommes – tous, je suppose – sur le point de faire des erreurs. Personne ne peut dire quel système se révélera le meilleur.

Mais je suis convaincu d'une chose : nous avons chacun nos propres fantasmes. Ainsi, nous voudrions œuvrer chacun pour notre propre salut, en doutant de ce que nous sommes déjà sauvés. De la même façon, nous ne voulons pas être à la merci des forces mondiales cherchant à atteindre une sorte d'équilibre uniforme selon les principes idéaux – si on peut les appeler ainsi – du capitalisme régi par le *laissez-faire*. On trouve encore des gens qui s'accrochent aux vieilles idées, mais dans aucun pays ils ne sont aujourd'hui considérés comme une force sérieuse. Nous souhaitons – au moins pour le moment et tant que durera la phase de transition expérimentale actuelle – être nos propres maîtres, libres autant que possible des interférences du monde extérieur.

Par suite, la politique visant une autosuffisance nationale accrue doit être considérée de ce point de vue, non comme un idéal en elle-même, mais comme un cadre dans lequel on cherche à atteindre d'autres idéaux, facilement et sans danger.

Permettez-moi de donner une illustration bien austère, choisie parce qu'elle a

trait à des idées qui m'ont préoccupé récemment. En ce qui concerne les modalités de l'économie, à distinguer des contrôles centraux, je suis favorable au maintien d'autant de jugements, d'initiatives et d'entreprises privés que possible. Mais je suis convaincu que la conservation de la structure de l'entreprise privée est devenue incompatible avec le niveau de bien-être matériel auquel notre avancement technique nous permet d'accéder, à moins que le taux d'intérêt tombe à un chiffre bien inférieur à celui qui résultera probablement des forces naturelles opérant conformément aux orientations anciennes. Certes, la transformation de la société qui a ma préférence pourrait exiger que le taux d'intérêt tombe à zéro dans les trente prochaines années. Cependant, dans un système où le taux d'intérêt trouve, lorsque les forces financières normales sont à l'œuvre, un niveau uniforme à travers le monde – en tenant compte du risque et de facteurs semblables –, cette situation est tout à fait improbable. Pour un ensemble de raisons que je ne peux développer ici, la mondialisation économique embrassant les mouvements de capitaux libres, les fonds destinés aux prêts, ainsi que les biens échangés, pourrait condamner ce pays⁶, pour la génération à venir, à un niveau de prospérité nettement inférieur à ce qui pourrait être atteint par d'autres systèmes.

Mais il ne s'agit ici que d'un exemple. Il n'y a sans doute aucune chance pour la prochaine génération de voir les différents systèmes économiques mondiaux s'unifier à l'image de ce qui existait au cours du XIX^e siècle. Nous avons tous besoin autant que possible d'être à l'abri des effets des changements économiques extérieurs afin de pouvoir mener à bien nos propres expériences en vue de bâtir la république sociale idéale du futur. Et qu'une action délibérée pour développer l'autosuffisance nationale et l'isolationnisme économique facilitera notre tâche, pour autant qu'elle puisse être accomplie sans coût économique excessif.

IV

Il existe un facteur supplémentaire pour expliquer la nouvelle orientation de nos esprits. Le XIX^e siècle étendit à outrance le champ d'application du critère de ce qu'on pourrait appeler, par souci de concision, les « résultats financiers », utilisé pour mesurer le bien-fondé des actions menées par l'entreprise privée et les entités collectives. L'existence tout entière devenait un horrible cauchemar comptable. Au lieu d'utiliser les ressources matérielles et techniques, qui se sont considérablement accrues, pour construire une « cité des merveilles », on bâtissait des taudis. Ceux-ci, dans l'optique de l'entreprise privée, « rapportaient », tandis que la « cité des merveilles » aurait été un acte d'extravagance ridicule qui, dans le sot langage de la finance, aurait « hypothéqué l'avenir ». Comment la construction d'ouvrages magnifiques et prestigieux pourrait-elle appauvrir le futur, si ce n'est de recourir à de fausses analogies avec une logique comptable hors de propos ? Aujourd'hui encore nous passons notre temps – moitié en vain, mais aussi, il faut le reconnaître, moitié avec succès – à essayer de convaincre nos concitoyens que le pays dans son ensemble serait assurément plus riche si les chômeurs étaient employés – avec des machines remises en service – à construire les logements dont nous avons tant besoin, plutôt que d'être entretenus dans l'oisiveté. Les esprits de notre génération sont si embrumés par ces calculs trompeurs qu'ils se méfient de conclusions qui devraient pourtant être évidentes s'ils avaient recours à une vision comptable moins obtuse. Nous devons rester pauvres, car cela ne « rapporte » pas d'être riches. Nous devons vivre dans des taudis, non pas parce que nous ne pouvons pas construire des palais, mais parce que « nous manquons de moyens pour le faire ».

La même règle autodestructrice du calcul financier gouverne toute l'existence. Nous détruisons la beauté des campagnes parce que les splendeurs de la nature, dès lors qu'elles ne sont la propriété de personne, n'ont aucune valeur économique. Nous serions capables d'éteindre le soleil et les étoiles parce qu'ils ne rapportent aucun dividende. Londres est une des villes les plus riches de l'histoire, mais elle ne peut « se permettre » les ouvrages de la plus haute facture que ses propres habitants seraient en mesure de réaliser, parce qu'ils ne « rapportent » pas.

Si j'en avais le pouvoir, je m'emploierais à doter chacune de nos capitales de toutes les œuvres du génie humain, construites selon les plus hautes normes d'excellence. Je le ferais avec la conviction d'avoir les moyens de mes ambitions et persuadé que l'argent ainsi dépensé, non seulement serait préférable à toute indemnité de chômage, mais rendrait ces allocations inutiles. Tout l'argent ainsi dépensé en Angleterre depuis la Grande Guerre aurait suffi pour faire de nos villes les plus grands ouvrages du monde.

Jusqu'à très récemment, nous nous faisons un devoir moral de ruiner les paysans et de détruire leurs traditions ancestrales pour obtenir une miche de pain un dixième de penny moins cher. Il était de notre devoir de tout sacrifier à Moloch et Mammon

réunis, car nous pensions que le culte de ces monstres vaincrait le mal de la pauvreté et conduirait la génération suivante, sûrement et confortablement, par le truchement de l'intérêt composé, vers la paix économique.

Nous sommes désormais désabusés. Non parce que nous sommes plus pauvres que nous ne l'étions, bien au contraire, nous bénéficions aujourd'hui en Grande-Bretagne d'un niveau de vie jamais atteint, mais parce que d'autres valeurs nous paraissent avoir été sacrifiées inutilement. Nous sommes déçus parce que notre système économique ne nous permet pas de maximiser le potentiel de richesse offert par le progrès technique. Il reste bien en deçà de ce qu'il pourrait être. Cela nous laisse avec l'impression que la marge des capacités de production inemployées aurait pu être utilisée de manière plus satisfaisante.

Dès lors que nous nous permettrons de déroger aux critères purement comptables, nous aurons commencé à changer notre civilisation. Nous devons le faire de façon très avisée, prudemment et en toute conscience. Pour un large champ d'activités, nous serions sages de garder les critères financiers habituels. C'est l'État, plutôt que les individus, qui doit changer les siens. C'est la conception d'un chancelier de l'Échiquier comme président d'une sorte de société par actions qu'il faut écarter. Si les fonctions et les objectifs de l'État sont appelés à être ainsi élargis, la détermination de ce qu'il conviendrait de produire au sein de la nation et de ce qu'il faudrait échanger avec l'étranger doit devenir un objet prioritaire de la politique.

V

À partir de ces réflexions sur les objectifs que l'État devrait lui-même chercher à atteindre, je retourne à présent aux politiques contemporaines. Ayant cherché à comprendre et à faire pleinement justice aux idées qui sous-tendent l'urgence ressentie par tant de pays aujourd'hui pour évoluer vers une plus grande autosuffisance nationale, nous devons nous montrer attentifs dans la pratique à ne pas nous défaire trop facilement des valeurs du XIX^e siècle. Dans les pays où les avocats de l'autosuffisance nationale sont arrivés au pouvoir, j'estime que, sans exception, bien des bêtises sont en train d'être commises. Il se peut que Mussolini commence à évoluer vers la sagesse. Mais c'est la Russie qui offre le pire exemple d'incompétence administrative et de sacrifice imbécile de presque tout ce qui fait le sel de la vie. L'Allemagne est à la merci d'irresponsables déchaînés – bien qu'il soit encore trop tôt pour apprécier sa capacité à obtenir des résultats. L'État libre d'Irlande, entité bien trop petite pour se doter d'un niveau élevé d'autosuffisance nationale – sauf à accepter des coûts exorbitants –, discute de plans qui pourraient s'avérer ruineux.

Entre-temps, les pays qui maintiennent ou adoptent des politiques protectionnistes de base datant d'une autre époque, remises au goût du jour par l'adjonction de contingents, agissent souvent de manière indéfendable. *A contrario*, si la Conférence économique réussissait à obtenir une réduction mutuelle des droits de douane et à préparer la voie vers des accords régionaux, elle mériterait des applaudissements sincères. Je ne voudrais pas laisser croire que je cautionne tout ce qui se fait aujourd'hui dans le monde politique au nom du nationalisme économique. Loin de là. Je tente simplement de souligner que le monde vers lequel nous évoluons avec une certaine inquiétude est bien différent de l'idéal libre-échangiste de nos pères, et que les politiques contemporaines ne doivent pas être jugées à l'aune des maximes de cette foi antérieure.

Je perçois trois dangers considérables liés au nationalisme économique et aux tropismes de l'autosuffisance nationale.

Le premier est la bêtise, la bêtise d'une pensée doctrinaire. Il n'y a rien d'étrange à cela, s'agissant de mouvements qui sont soudainement passés du stade de propos grandiloquents et creux de fin de banquet, à celui de l'action. Nous ne faisons pas de distinction entre l'éclat de la rhétorique qui a conquis l'assentiment général et le morne contenu de la réalité de notre message. Il n'y a rien d'insincère dans la transition. Les mots doivent être un peu simplistes, car il s'agit d'un assaut de la réflexion face à l'absence de pensée. Mais une fois atteints les sièges du pouvoir et de l'autorité, il ne devrait plus y avoir de licence lyrique. Au contraire, nous devons compter au centime près les coûts que notre rhétorique a dédaignés. Une société qui multiplie les expériences doit être bien plus efficace qu'une société traditionaliste si elle veut survivre sans danger. Elle aura besoin de toutes ses marges de manœuvre

pour ses propres objectifs et n'a pas les moyens d'abandonner quoi que ce soit à la bêtise ou à la folie doctrinaire.

Le deuxième danger – un danger pire que la bêtise – est la précipitation. L'aphorisme de Paul Valéry mérite d'être rappelé : « Le résultat des luttes politiques est de troubler, de falsifier dans les esprits la notion de l'ordre d'importance des *questions* et de l'ordre d'urgence⁷. » La transition économique d'une société doit s'accomplir lentement. Mon propos ne porte pas sur une soudaine révolution, mais sur la réorientation d'une tendance séculaire. Nous avons aujourd'hui un exemple effroyable en Russie des maux provoqués par une précipitation folle et inutile. Les sacrifices et les pertes dus à la transition seront bien plus grands si son rythme est accéléré. Cela sera d'autant plus vrai si la transition doit conduire à une plus grande autosuffisance nationale et à une économie nationale planifiée. En effet, il est dans la nature des processus économiques de s'inscrire dans le temps. Une transition rapide entraînera la destruction sans ménagements de tant de richesses que la nouvelle situation deviendra dans un premier temps bien pire que l'ancienne. La grandiose expérience sera ainsi discréditée.

Le troisième risque, et danger en même temps, le pire des trois, est l'intolérance : l'étouffement de la critique éclairée. Les nouveaux mouvements arrivent généralement au pouvoir après une phase de violence ou de quasi-violence. Ils n'ont pas convaincu leurs opposants ; ils les ont mis à terre.

C'est la méthode moderne : dépendre de la propagande et saisir les relais d'opinion. On trouve malin et utile de fossiliser la réflexion et d'utiliser toutes les forces de l'autorité pour paralyser le débat intellectuel. Pour ceux qui considèrent nécessaire d'employer tous les moyens pour arriver au pouvoir, il est difficile de résister à la tentation de continuer à utiliser les mêmes instruments dangereux pour s'atteler à la construction.

La Russie, encore, nous fournit un exemple des erreurs commises par un régime qui s'est affranchi de toute critique. Les raisons de l'incompétence avec laquelle les guerres sont toujours conduites, d'un côté comme de l'autre, tiennent au fait que la hiérarchie militaire met le haut commandement relativement à l'abri de toute critique. Je n'ai pas une grande admiration pour les hommes politiques. Mais le fait qu'ils œuvrent et grandissent dans une atmosphère de critique permanente les rend bien supérieurs aux soldats. Les révolutions ne réussissent que parce qu'elles sont conduites par des politiques contre des soldats. Même si cela peut paraître paradoxal, est-il une seule révolution victorieuse conduite par des soldats contre des politiques ? Nous haïssons tous la critique. Seuls des principes bien enracinés feront en sorte que nous accepterons de nous y exposer.

Pourtant, les nouveaux modèles économiques vers lesquels nous avançons à tâtons sont intrinsèquement des expériences. Nous n'avons pas d'idée claire *a priori* de ce que nous voulons exactement. Nous le découvrirons à mesure que nous avancerons, et nous devons adapter nos outils à notre expérience. Dans ce

processus, la critique audacieuse, libre et sans scrupule est une condition *sine qua non* du succès final. Nous avons besoin de la collaboration de tous les grands esprits de l'époque. Staline a éliminé tout esprit indépendant et critique, quand bien même cet esprit s'inscrivait dans une perspective générale qui lui était favorable. Il a créé un contexte qui atrophie les mécanismes de la pensée. Les douces circonvolutions du cerveau se raidissent. Le braillement amplifié du haut-parleur remplace les inflexions de la voix humaine. Le bêlement de la propagande, comme nous l'a montré Low⁸, plonge même les oiseaux et les bêtes des champs dans la stupéfaction.

Que Staline soit un exemple terrifiant pour tous ceux qui cherchent à faire des expériences. Ou alors, en ce qui me concerne, je retournerai vite à mes idéaux du XIX^e siècle, où le débat intellectuel créa pour nous l'héritage que nous cherchons aujourd'hui à détourner pour le mettre au service de nos propres objectifs.

¹. La version allemande de « National Self-Sufficiency », intitulée « Nationale Selbstgenügsamkeit », parut en 1933 dans le *Schmollers Jahrbuch*. Les passages considérés comme offensants – par exemple : « L'Allemagne est à la merci d'irresponsables déchaînés » – furent supprimés.

². Voir « Free Trade », *The Nation and Athenaeum*, 24 novembre 1923, in John Maynard Keynes, *The Collected Writings of John Maynard Keynes*, vol. XIX, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, p. 147.

³. Extrait d'un poème d'Alfred Tennyson (1809-1892) ; celui-ci fit ses études à Cambridge (Trinity College) à la fin des années 1820, et fit partie des Cambridge Apostles, société secrète dont John Maynard Keynes fut l'un des membres les plus illustres. (N.d.T.)

⁴. *Allgemeine Elektrizitäts-Gesellschaft (Entreprise d'électricité générale)*, entreprise allemande de matériel roulant ferroviaire et de matériels spécialisés pour l'industrie et l'armée, fondée en 1883 par Emil Rathenau, père de Walter Rathenau, ministre des Affaires étrangères allemand, assassiné en 1922. (N.d.T.)

⁵. La Première Guerre mondiale. (N.d.T.)

⁶. Il s'agit de la Grande-Bretagne. (N.d.T.)

⁷. Paul Valéry, *Regards sur le monde actuel* (1931), Paris, Gallimard, coll. « Folio », 1992. (N.d.T.)

⁸. Sir David Low est notamment l'auteur de la célèbre caricature montrant Keynes affalé dans un fauteuil et croisant ses longues jambes. (N.d.T.)

Notes finales sur la philosophie sociale à laquelle la *Théorie générale* peut conduire¹

À partir du début des années 1930, Keynes travaille à l'élaboration de sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, ouvrage qu'il avait d'abord pensé intituler *La Théorie monétaire de la production*² pour souligner que la monnaie, loin d'être neutre dans l'économie, joue un rôle clé dans son fonctionnement. L'amour de l'argent, lorsqu'il prend la forme de la thésaurisation, peut même être la cause de la stagnation et du sous-emploi, comme il le démontrera dans son ouvrage de 1936.

Aidé par une dizaine d'économistes dont la plupart appartenaient au Cambridge Circus³, et tout particulièrement par Richard Kahn, l'inventeur du multiplicateur de l'emploi⁴ – considéré par certains comme coauteur de la *Théorie générale* –, cette tâche l'absorba complètement pendant cinq ans. Il voyagea cependant aux États-Unis en 1934 pour étudier l'expérience du New Deal qui corroborait en pratique le bien-fondé de sa théorie en gestation et déclara : « C'est ici, et non à Moscou, que se trouve le laboratoire économique du monde⁵. »

Comme Keynes l'explique à plusieurs reprises, la *Théorie générale* rompt définitivement les amarres avec le laissez-faire et les théories des classiques⁶. Pour autant, elle ne rompt pas avec le capitalisme comme système de production, mais recommande une « large extension des fonctions traditionnelles de l'État » pour assurer le plein emploi au moyen d'une régulation adéquate de la demande effective. « Mais à part cela [une assez large socialisation de l'investissement], aucune argumentation convaincante n'a été développée qui justifierait un socialisme d'État embrassant la majeure partie de la vie de la communauté. »

Si le plein emploi était assuré grâce aux fonctions étendues qu'assumerait l'État, les aspects les plus injustes du capitalisme disparaîtraient, ses inégalités en particulier seraient fortement atténuées, le rentier serait voué à l'extinction et la compétition pour les marchés extérieurs comme « expédient désespéré pour préserver l'emploi intérieur » n'aurait plus de raison d'être.

On trouve ces conclusions d'ordre philosophique et social dans le dernier des chapitres de la *Théorie générale* traduit ci-après⁷.

*

* *

I

Les deux vices marquants du monde économique où nous vivons sont, le premier que le plein emploi n'y est pas assuré, le second que la répartition de la fortune et du revenu y est arbitraire et manque d'équité. Le rapport entre la théorie qui précède et le premier de ces vices est évident. Mais il existe deux points importants où elle touche aussi le second.

Depuis la fin du XIX^e siècle, la taxation directe des revenus cédulaires, des revenus globaux et des successions a permis de réaliser, surtout en Grande-Bretagne, de sérieux progrès dans la réduction des très grandes inégalités de fortune et de revenu. Certains souhaiteraient qu'on allât beaucoup plus loin dans cette voie, mais ils sont retenus par deux ordres de considérations. D'abord, ils craignent de rendre les évasions fiscales trop avantageuses et aussi d'affaiblir à l'excès le motif qui incite à assumer des risques. Mais ce qui, à notre avis, les arrête surtout, c'est l'idée que la croissance du capital dépend de la force du motif qui pousse à l'épargne individuelle et que cette croissance est en grande partie commandée par l'épargne que la classe riche retranche de ses superfluités. Notre thèse est sans influence sur les premières considérations, mais elle conduit à envisager les secondes sous un jour bien différent. Nous avons vu en effet que tant que le plein emploi n'est pas établi une faible propension à consommer n'accélère nullement la croissance du capital, mais au contraire la ralentit et que c'est seulement dans une situation de plein emploi qu'elle y est favorable. De plus, l'expérience indique que, dans les conditions actuelles, l'épargne issue des institutions et des fonds d'amortissement est plus que suffisante ; et qu'une redistribution du revenu propre à accroître la propension à consommer pourrait favoriser de façon décisive la croissance du capital.

L'idée si répandue que les droits de succession contribuent à réduire la richesse en capital du pays illustre bien la confusion qui existe à cet égard dans l'esprit du public. Si le Gouvernement affecte le produit de ces droits à la couverture de ses dépenses ordinaires de manière à alléger ou à ne pas alourdir les impôts qui frappent le revenu et la consommation, il est incontestable qu'une politique fiscale imposant sévèrement les successions a pour effet d'accroître la propension de la communauté à consommer. Mais, puisqu'un accroissement de la propension habituelle à consommer contribue en général (c'est-à-dire hors le cas de plein emploi) à renforcer l'incitation à investir, la conclusion qu'on a coutume d'en tirer est l'exact contraire de la vérité.

L'analyse qui précède nous amène donc à conclure que, dans les conditions contemporaines, la croissance de la richesse, loin de dépendre de l'abstinence des milieux aisés, comme on le croit en général, a plus de chance d'être contrariée par elle. Ainsi disparaît l'une des principales justifications sociales des grandes inégalités de fortune. Ce n'est pas à dire que d'autres raisons indépendantes de notre théorie ne puissent justifier en certaines circonstances un certain degré d'inégalité

des fortunes. Mais notre théorie élimine la principale des raisons pour lesquelles on a pensé jusqu'ici qu'une grande circonspection était nécessaire dans l'accomplissement des réformes : elle influe tout particulièrement sur notre façon d'envisager les droits de succession. Car certaines considérations qui légitiment l'inégalité des revenus ne justifient pas en même temps l'inégalité des héritages.

Pour notre part, nous pensons qu'on peut justifier par des raisons sociales et psychologiques de notables inégalités dans les revenus et les fortunes, mais non des disproportions aussi marquées qu'à l'heure actuelle. Il existe des activités humaines utiles qui, pour porter tous leurs fruits, exigent l'aiguillon du lucre et le cadre de la propriété privée. Bien plus, la possibilité de gagner de l'argent et de constituer une fortune peut canaliser certains penchants dangereux de la nature humaine dans une voie où ils sont relativement inoffensifs. Faute de pouvoir se satisfaire de cette façon, ces penchants pourraient trouver une issue dans la cruauté, dans la poursuite effrénée du pouvoir personnel et de l'autorité et dans les autres formes de l'ambition personnelle. Il vaut mieux que l'homme exerce son despotisme sur son compte en banque que sur ses concitoyens ; et, bien que la première sorte de tyrannie soit souvent représentée comme un moyen d'arriver à la seconde, il arrive au moins dans certains cas qu'elle s'y substitue. Mais, pour stimuler ces activités et pour satisfaire ces penchants, il n'est pas nécessaire que la partie se joue avec des enjeux aussi élevés qu'aujourd'hui. Des enjeux beaucoup plus bas seraient tout aussi efficaces dès l'instant que les joueurs y seraient habitués. La transformation de la nature humaine et le gouvernement de cette nature sont deux tâches qu'il importe de ne pas confondre. Peut-être dans la république idéale les hommes pourraient-ils être habitués, inclinés ou formés à se désintéresser du jeu. Mais, tant que l'homme moyen, ou même une fraction notable de la communauté, sera fortement adonné à la passion du lucre, la sagesse et la prudence commanderont sans doute aux hommes d'État d'autoriser la pratique du jeu sous certaines règles et dans certaines limites.

II

Mais il y a une seconde partie de notre analyse dont les conséquences sont beaucoup plus importantes pour l'avenir des inégalités de fortune ; c'est notre théorie du taux de l'intérêt. On justifiait jusqu'ici une certaine élévation du niveau de l'intérêt par la nécessité de fournir à l'épargne un encouragement suffisant. Mais nous avons démontré que le montant effectif de l'épargne est rigoureusement déterminé par le flux de l'investissement et que celui-ci grossit sous l'effet d'une baisse de l'intérêt, pourvu qu'on ne cherche pas à le gonfler par la faiblesse de l'intérêt au-delà du volume qui correspond au plein emploi. La politique la plus avantageuse consiste donc à faire baisser le taux de l'intérêt par rapport à la courbe de l'efficacité marginale du capital jusqu'à ce que le plein emploi soit réalisé.

Ce critère conduira, sans aucun doute, à un taux de l'intérêt beaucoup plus faible que celui qui a régné jusqu'ici. Et, pour autant qu'on puisse faire des conjectures au sujet des courbes de l'efficacité marginale correspondant à un équipement en capital de plus en plus développé, il est probable que le taux de l'intérêt baissera régulièrement si l'on parvient à maintenir un état plus ou moins continu de plein emploi, sauf, en vérité, dans l'hypothèse d'un changement profond de la propension globale à consommer (y compris celle de l'État).

Nous sommes convaincu que la demande de capital est strictement limitée, en ce sens qu'il ne serait pas difficile d'accroître l'équipement jusqu'à ce que son efficacité marginale tombe à un chiffre très faible. Cela ne veut pas dire que l'usage des biens capitaux ne coûterait presque rien, mais seulement que le revenu qu'on en tirerait n'aurait guère à couvrir que la dépréciation due à l'usure et à la désuétude augmentée d'une marge pour compenser les risques ainsi que l'exercice de l'habileté et du jugement. En bref, l'ensemble des revenus procurés par un bien durable au cours de son existence ne couvrirait rien de plus, comme c'est le cas pour les biens éphémères, que la somme des coûts du travail servant à les produire, des coûts de l'habileté et de la surveillance, et d'une allocation correspondant aux risques.

Cet état de choses serait parfaitement compatible avec un certain degré d'individualisme. Mais il n'en impliquerait pas moins l'euthanasie du rentier et par suite la disparition progressive du pouvoir oppressif additionnel qu'a le capitaliste d'exploiter la valeur conférée au capital par sa rareté. L'intérêt ne rémunère aujourd'hui aucun sacrifice véritable non plus que la rente du sol. Le détenteur du capital peut obtenir un intérêt parce que le capital est rare, de même que le détenteur du sol peut obtenir une rente parce que le sol est rare. Mais, tandis que la rareté du sol peut s'expliquer par des raisons intrinsèques, il n'y a pas de raisons intrinsèques qui expliquent la rareté du capital. Une raison intrinsèque de cette rareté, plus précisément un sacrifice véritable que seule pourrait faire consentir l'offre d'une récompense sous forme d'intérêt, n'existerait à longue échéance que dans le cas où la propension individuelle à consommer s'avérerait assez forte pour que l'épargne nette en situation de plein emploi devienne nulle avant que le capital fût suffisamment

abondant. Et, même dans ce cas, l'État aurait encore la ressource d'entretenir une épargne publique assez importante pour permettre au capital de se développer jusqu'à ce qu'il cessât d'être rare.

La généralisation de la rente nous paraît constituer une phase de transition du capitalisme ; elle prendra fin lorsqu'elle aura rempli son objet. Et la disparition de la rente du capital entraînera bien d'autres changements radicaux dans ce régime. Le grand avantage de l'évolution que nous préconisons, c'est que l'euthanasie du rentier et du capitaliste oisif n'aura rien de soudain, qu'elle n'exigera aucun bouleversement, étant simplement la continuation par étapes, mais longuement poursuivie, de ce que nous avons connu récemment en Grande-Bretagne. Dans la pratique on pourrait donc se proposer (tout cela n'a rien d'irréalisable), d'une part, d'augmenter le volume de l'équipement jusqu'à ce qu'il cessât d'être rare, de manière à supprimer la prime attribuée au capitaliste oisif ; d'autre part, d'aménager les impôts directs de manière à affecter au service de la communauté sur la base d'émoluments raisonnables l'intelligence, le dynamisme et la capacité administrative des financiers, entrepreneurs et *tutti quanti* (qui certainement aiment assez leur métier pour que leur travail puisse être obtenu à bien meilleur marché qu'à présent).

Il faut reconnaître en même temps que l'expérience seule peut indiquer dans quelle mesure il convient d'orienter la volonté publique, telle qu'elle s'exprime par la politique du gouvernement, vers le renforcement ou la relègue de l'incitation à investir ; et dans quelle mesure il est possible d'accroître la propension moyenne à consommer sans risque de s'éloigner de l'objectif consistant à dépouiller le capital de sa valeur de rareté en l'espace d'une ou deux générations. On constatera peut-être que la propension à consommer est si facilement renforcée par le déclin de l'intérêt que le plein emploi peut être réalisé moyennant un flux d'épargne et par suite une vitesse d'accumulation de la richesse à peine plus grande qu'aujourd'hui. Dans ce cas, une plus lourde taxation des gros revenus et des grosses successions pourrait soulever l'objection qu'elle conduirait au plein emploi avec une vitesse d'accumulation de la richesse bien plus faible qu'à l'heure actuelle. Nous ne songeons pas à nier qu'une telle conséquence est possible, voire probable. Il serait téméraire en ce domaine de prédire le comportement de l'homme moyen en présence de circonstances nouvelles. Cependant s'il s'avère facile d'assurer approximativement le plein emploi avec une vitesse d'accumulation de la richesse peu supérieure à celle qui existe, on aurait déjà résolu un problème capital. Et il resterait à fixer par une décision séparée l'ampleur et les modalités des restrictions de consommation qu'il serait juste et raisonnable d'appeler la génération actuelle à consentir pour que ses successeurs bénéficient plus tard d'un état de plein investissement.

III

La théorie qui précède apparaît assez conservatrice sous l'angle de ses répercussions en d'autres domaines. Tout en indiquant l'importance vitale que présente la création d'un contrôle central sur certaines activités aujourd'hui confiées en grande partie à l'initiative privée, elle laisse inchangés de vastes secteurs de la vie économique. En ce qui concerne la propension à consommer, l'État sera conduit à exercer sur elle une influence directrice par sa politique fiscale, par la détermination du taux de l'intérêt, et peut-être aussi par d'autres moyens. Au surplus, il est improbable que l'influence de la politique bancaire sur le taux de l'intérêt suffise à amener le flux d'investissement à sa valeur optimale. Aussi pensons-nous qu'une assez large socialisation de l'investissement s'avérera le seul moyen d'assurer approximativement le plein emploi, ce qui ne veut pas dire qu'il faille exclure tous les genres d'arrangements et de compromis permettant à l'État de coopérer avec l'initiative privée. Mais à part cela, aucune argumentation convaincante n'a été développée qui justifierait un socialisme d'État embrassant la majeure partie de la vie économique de la communauté. Ce n'est pas la propriété des moyens de production dont il importe que l'État se charge. S'il est en mesure de déterminer le volume global des ressources consacrées à l'augmentation de ces moyens et le taux de base de la rémunération allouée à leurs possesseurs, il aura accompli tout le nécessaire. Les mesures nécessaires de socialisation peuvent d'ailleurs être introduites par étapes et sans interrompre les traditions générales de la société.

Notre critique de la théorie classique acceptée par l'économie politique a consisté moins à relever des erreurs logiques dans son analyse qu'à mettre en évidence le fait que ses hypothèses implicites ne sont jamais ou presque jamais vérifiées, de sorte qu'elle se trouve incapable de résoudre les problèmes économiques du monde concret. Mais aussitôt que les contrôles centraux auront réussi à établir un volume global de production correspondant d'aussi près que possible au plein emploi, la théorie classique reprendra tous ses droits. Si le volume de la production est pris comme donnée, c'est-à-dire si on le suppose gouverné par des forces extérieures à la conception de l'école classique, il n'y a rien à objecter à l'analyse de cette école concernant la manière dont l'intérêt individuel détermine le choix des richesses produites, les proportions dans lesquelles les facteurs de production sont associés pour les produire et la répartition entre ces facteurs de la valeur de la production obtenue. De même, si l'on a traité autrement le problème de l'épargne, il n'y a rien à objecter à la théorie classique moderne en ce qui concerne le degré de coïncidence de l'intérêt général et de l'intérêt particulier, tant dans un régime de concurrence parfaite que dans un régime de concurrence imparfaite. Hors la nécessité d'un contrôle central pour maintenir en équilibre la propension à consommer et l'incitation à investir, il n'y a pas plus de raison qu'auparavant de socialiser la vie économique.

Pour placer la question sur un plan concret, nous ne voyons pas pourquoi le système actuel ferait un très mauvais usage des facteurs de production employés. Sans doute des erreurs de prévision sont-elles commises, mais on ne les éviterait pas en centralisant les décisions. Lorsque sur dix millions d'hommes désireux et capables de travailler il y en a neuf millions employés, il n'est pas évident que le travail de ces neuf millions d'individus soit mal orienté. Le reproche qu'il convient de faire au système actuel n'est pas de ne pas affecter aux tâches appropriées les neuf millions d'hommes employés, mais de n'avoir pas d'ouvrage disponible pour le dernier million. C'est le volume et non la consistance de l'emploi que le système actuel a été incapable de déterminer correctement.

Nous estimons donc, comme Gesell, que la suppression des lacunes de la théorie classique ne conduit pas à abandonner le « système de Manchester » mais simplement à indiquer quelle sorte d'environnement le libre jeu des forces économiques exige pour que les possibilités de la production puissent être toutes réalisées. Les contrôles centraux nécessaires à assurer le plein emploi impliquent, bien entendu, une large extension des fonctions traditionnelles de l'État. D'ailleurs, la théorie classique moderne a elle-même appelé l'attention sur les divers cas où il peut être nécessaire de modérer ou de diriger le libre jeu des forces économiques. Mais un large domaine n'en subsistera pas moins, où l'initiative et la responsabilité privées pourront encore s'exercer. Dans ce domaine, les avantages traditionnels de l'individualisme garderont toute leur valeur.

Arrêtons-nous un moment pour les rappeler. Ils consistent d'abord dans une amélioration du rendement, résultant de la décentralisation et du jeu de l'intérêt personnel. L'amélioration du rendement due à la responsabilité individuelle et à la décentralisation des décisions est peut-être même plus importante qu'on ne l'a cru au XIX^e siècle, et il se peut qu'on ait trop réagi contre l'influence de l'intérêt personnel. Mais surtout l'individualisme, s'il peut être débarrassé de ses défauts et de ses excès, est la sauvegarde de la liberté personnelle, en ce sens qu'il élargit plus que tout autre système le champ ouvert aux choix personnels. Il est aussi la meilleure sauvegarde de la variété de l'existence, variété dont la source réside précisément dans l'étendue de ce champ des options personnelles et dont la privation est la plus sensible de toutes celles qu'entraînent les régimes unitaires ou totalitaires. La variété de l'existence préserve les traditions, qui incorporent les décisions les plus sages et les plus heureuses des générations passées ; elle colore le présent des nuances changeantes de son caprice ; servante de l'expérience et aussi de la tradition et de la fantaisie, elle est le plus puissant facteur d'amélioration du futur.

L'élargissement des fonctions de l'État qu'implique la responsabilité d'ajuster l'une à l'autre la propension à consommer et l'incitation à investir semblerait à un publiciste du XIX^e siècle ou à un financier américain d'aujourd'hui une horrible infraction aux principes individualistes. Cet élargissement nous apparaît au contraire, et comme le seul moyen possible d'éviter une complète destruction des institutions

économiques actuelles, et comme la condition d'un fructueux exercice de l'initiative individuelle.

Car, lorsque la demande effective est insuffisante, non seulement le gaspillage de ressources cause dans le public un scandale intolérable, mais encore l'individu entreprenant qui cherche à mettre ces ressources en œuvre a les chances contre lui. La partie qu'il joue comporte plusieurs zéros et les joueurs dans leur ensemble sont obligés de perdre s'ils ont assez d'énergie et d'optimisme pour jouer toutes les cartes. L'accroissement de la richesse du monde jusqu'à ce jour a été moindre que la somme des épargnes positives individuelles. La différence correspond aux pertes subies par ceux dont le courage et l'initiative n'ont pas été doublés d'une chance ou d'une habileté exceptionnelles. Si la demande effective était suffisante, il suffirait pour réussir d'une chance et d'une habileté moyennes.

Les régimes autoritaires contemporains paraissent résoudre le problème du chômage aux dépens de la liberté et du rendement individuels. Il est certain que le monde ne supportera plus très longtemps l'état de chômage qui, en dehors de courts intervalles d'emballement, est une conséquence, et à notre avis une conséquence inévitable, de l'individualisme du régime capitaliste moderne. Mais une analyse correcte du problème permet de remédier au mal sans sacrifier la liberté ni le rendement.

IV

Nous avons dit en passant que le nouveau système pourrait être plus que l'ancien favorable à la paix. Il convient de revenir et d'insister sur ce sujet.

Les causes de la guerre sont multiples. Les dictateurs et leurs semblables, à qui la guerre procure, au moins en perspective, un stimulant délectable, n'ont pas de peine à exciter le sens belliqueux de leurs peuples. Mais il existe en outre des causes économiques de la guerre, qui leur facilitent l'entretien de la flamme populaire, à savoir la poussée de la population et la compétition autour des débouchés. Cette dernière cause, qui a joué au XIX^e siècle et jouera peut-être encore un rôle prédominant, a un rapport étroit avec notre sujet.

Nous avons signalé dans le chapitre précédent que sous un régime de laissez-faire intérieur et d'étalon-or international, comme celui qui était orthodoxe pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, le seul moyen pour les gouvernements de soulager la détresse économique de leur pays était de lutter pour la conquête des marchés extérieurs. Les remèdes au chômage chronique ou intermittent se trouvaient tous exclus à l'exception des mesures destinées à améliorer la balance extérieure des revenus.

Les économistes avaient coutume de célébrer le système international existant parce qu'il procurait les fruits de la division internationale du travail tout en conciliant les intérêts des différentes nations ; mais ils laissaient dans l'ombre une conséquence moins bienfaisante de ce système. Et certains hommes d'État faisaient preuve de bon sens et d'une juste compréhension de l'ordre réel des choses lorsqu'ils soutenaient qu'un riche et vieux pays qui néglige la lutte pour les débouchés voit sa prospérité décliner et s'évanouir. Or, si les nations pouvaient apprendre à maintenir le plein emploi au moyen de leur seule politique intérieure (et aussi, faut-il ajouter, si elles pouvaient atteindre un équilibre démographique), il ne devrait pas y avoir de force économique importante propre à dresser les intérêts des divers pays les uns contre les autres. Il y aurait encore place pour la division internationale du travail et pour l'octroi de prêts à l'étranger en des conditions appropriées. Mais aucun pays n'aurait plus un motif puissant d'imposer ses produits aux autres pays et de refuser les leurs, comme ils le font aujourd'hui, non parce que cette politique est nécessaire pour leur permettre de payer ce qu'ils désirent acheter à l'étranger, mais parce qu'ils cherchent ouvertement à rompre l'équilibre des paiements de manière à rendre leurs balances commerciales créditrices. Le commerce international cesserait d'être ce qu'il est, c'est-à-dire un expédient désespéré pour préserver l'emploi intérieur des pays en stimulant les ventes et en restreignant les achats au-dehors ; moyen qui, lorsqu'il réussit, ne fait que transférer le problème du chômage au pays le moins bien placé dans la lutte. Il deviendrait un échange de marchandises et de services, réalisé librement et sans obstacle, en des conditions comportant des avantages réciproques.

V

Est-il chimérique d'espérer que ces idées se réaliseront ? Sont-elles trop étrangères aux motifs qui gouvernent l'évolution des sociétés organisées ? Les intérêts qu'elles desservent sont-ils plus puissants et plus apparents que ceux qu'elles favorisent ?

Nous n'entreprendrons pas de répondre ici à ces questions. Pour indiquer, ne fût-ce que dans les grandes lignes, les mesures pratiques qu'on pourrait échafauder progressivement sur ces idées, il faudrait un ouvrage bien différent de celui-ci. Mais, si les idées sont justes – et il est difficile à l'auteur de faire une autre hypothèse –, on aurait tort, nous le prédisons, de méconnaître l'influence qu'à la longue elles doivent acquérir. Le monde se trouve aujourd'hui dans une impatience extraordinaire d'un diagnostic mieux fondé ; plus que jamais il est prêt à l'accepter et désireux de l'éprouver, même s'il n'est que plausible. Abstraction faite de cette disposition d'esprit particulière à l'époque, les idées, justes ou fausses, des philosophes de l'économie et de la politique ont plus d'importance qu'on ne le pense en général. À vrai dire, le monde est presque exclusivement mené par elles. Les hommes d'action qui se croient parfaitement affranchis des influences doctrinales sont d'ordinaire les esclaves de quelque économiste passé. Les illuminés haut placés qui entendent des voix distillent leur folie en relayant quelque scribouillard académique aux idées surannées. Nous sommes convaincu qu'on exagère grandement la force des intérêts constitués, par rapport à l'empire qu'acquièrent progressivement les idées. À vrai dire, elles n'agissent pas d'une façon immédiate, mais seulement après un laps de temps. Dans le domaine de la philosophie économique et politique, rares sont les hommes de plus de vingt-cinq ou trente ans qui restent accessibles aux théories nouvelles. Les idées que les fonctionnaires, les hommes politiques et même les agitateurs appliquent à la vie courante ont donc peu de chances d'être les plus neuves. Mais ce sont les idées, et non les intérêts constitués, qui, tôt ou tard, sont dangereuses pour le bien comme pour le mal.

¹. John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936), traduit par Jean de Largentaye, Paris, Payot, 2017, chapitre 24, p. 466-478.

². « La Théorie monétaire de la production » est le titre de l'article que Keynes écrit en 1933 pour la revue allemande *Festschrift für Arthur Spiethoff*, destiné à promouvoir l'œuvre majeure qu'il était en train d'élaborer ; à partir de l'automne 1932, c'est aussi le titre du cours annuel d'économie qu'il donnait à l'université de Cambridge, cours qui était intitulé auparavant « The Pure Theory of Money » (par référence au *Treatise on Money*, publié en 1930) et qui, à partir de l'automne 1934, lorsque la nouvelle théorie était presque achevée, allait s'appeler *La Théorie générale de l'emploi* ; cette année-là, en guise de cours, Keynes lisait les épreuves des chapitres de son ouvrage.

³. Groupe de jeunes économistes comprenant Richard Kahn, Joan Robinson, Austin Robinson, Piero Sraffa et Roy Harrod.

⁴. Richard Kahn publia son article sur la théorie du multiplicateur de l'emploi dans *The Economic Journal*, juin 1931.

⁵. Robert Skidelsky, *The Essential Keynes*, Londres, Penguin Classics, p. XX.

⁶. Il convient d'ajouter aux classiques les néoclassiques si l'on inclut sous cette appellation Alfred Marshall et les marginalistes, Léon Walras et l'école de l'équilibre général.

⁷. Traduit de l'anglais par Jean de Largentaye en 1939, réédité en 2017.

La politique de change après la guerre¹

Ce texte, écrit en 1941, deux ans après l'entrée en guerre du Royaume-Uni, présente les grandes lignes du nouveau système monétaire international que souhaitait Keynes pour l'après-guerre, celui qui aurait pu être sa dernière œuvre majeure si son projet avait été retenu.

Il est accompagné d'un volet technique (« Propositions pour une union internationale des monnaies » [« International Currency Union »]), embryon de ce qui deviendra le « plan Keynes » que l'économiste britannique défendra, sans succès, à la Conférence de Bretton Woods (du 1^{er} au 22 juillet 1944) contre le « plan White », projet soutenu par les autorités américaines, qui allait être retenu. Les accords de Bretton Woods donnèrent naissance, lors de la Conférence de Savannah (mars 1946), aux institutions jumelles que sont le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

Deux facteurs incitèrent Keynes à s'atteler, dès 1941, à la réforme du système international des paiements. Tout d'abord les négociations en cours entre la Grande-Bretagne et l'administration américaine relatives au Lend-Lease (programme prêt-bail) signé par Roosevelt en mars 1941 : en échange de ce prêt, les Américains exigeaient de la Grande-Bretagne qu'elle démantèle son « système de préférence impériale² ». En second lieu, Keynes – qui, depuis août 1940, conseillait à titre bénévole Kingsley Wood, le chancelier de l'Échiquier – avait été chargé par le gouvernement de Churchill de préparer une contre-proposition au projet pour « un nouvel ordre allemand » avancé par le Dr Walther Funk, ministre allemand de l'Économie.

Le texte qui suit est en quelque sorte l'« exposé des motifs » de la proposition pour l'International Currency Union dont la version définitive, intitulée *Plan for an International Clearing Union*, allait être achevée en mai 1942. L'idée maîtresse présente dans les versions successives de l'*International Clearing Union* est qu'il convenait de transférer le poids de l'ajustement de la balance des paiements des pays débiteurs vers les pays créditeurs de manière à éviter les politiques déflationnistes imposées de l'extérieur – comme sous le régime de l'étalon-or – et qui se propageaient de pays en pays à travers les échanges internationaux.

*

* *

I

LE PROBLÈME INTERNATIONAL SÉCULAIRE

La question du maintien de l'équilibre de la balance des paiements entre pays n'a jamais été résolue depuis le passage du troc à la monnaie et aux lettres de change. Durant la majeure partie de la période où le monde moderne se développait et où l'autarcie du Moyen Âge cédait progressivement le pas à la division internationale du travail ainsi qu'à l'exploitation de nouvelles sources de production grâce au déploiement de l'activité des entreprises à l'étranger, l'incapacité à résoudre ce problème a été la cause principale de l'appauvrissement et du mécontentement social, voire de guerres et de révolutions. Au cours des cinq cents dernières années, il n'y a eu que deux périodes, d'environ cinquante ans chacune (les époques élisabéthaine et victorienne), où on peut dire que l'utilisation de la monnaie comme instrument de commerce international a « fonctionné ». Tout d'abord quand on vit, du fait de la prodigieuse augmentation de l'offre de minerai d'argent provenant du Nouveau Monde, se substituer les symptômes de l'inflation à ceux de la déflation (apportant une autre sorte de maux), et à nouveau dans la seconde moitié du XIX^e siècle au cours de laquelle, pour des raisons développées ci-dessous, le système d'investissement international, qui avait Londres pour pivot, transférait la responsabilité de l'ajustement de la position de débiteur à celle de créancier.

Supposer qu'il existe un mécanisme automatique d'ajustement qui fonctionne sans heurts et préserve l'équilibre – pourvu seulement que nous fassions confiance aux méthodes du *laissez-faire* – relève d'une illusion doctrinaire qui fait fi des enseignements de l'Histoire et n'est soutenue par aucune théorie respectable. Le *laissez-faire* en matière économique n'ayant nullement fait avancer la division internationale du travail – bien que ce soit son but avoué – a été la source féconde de toutes ces entraves maladroites au commerce imaginées par les sociétés victimes du *laissez-faire* monétaire qui estimaient que ces limitations hasardeuses les protégeraient des charges intolérables découlant des désordres monétaires. Jusqu'à tout récemment, presque toutes les tentatives de régulation du *laissez-faire* se sont attaquées aux symptômes plutôt qu'à la cause.

Le *laissez-faire* en matière de monnaie internationale était en train de s'effondrer avant la guerre. Pendant la guerre, il a disparu complètement. Cette rupture avec le passé nous offre une occasion. Des possibilités voient le jour alors qu'elles étaient inenvisageables sans une destruction complète du système en place.

En outre, dans l'intervalle entre les deux guerres, le monde explorait une succession rapide de toutes les autres fausses approches à la solution, presque comme s'il vivait, pour ainsi dire, une intense expérience de laboratoire :

- 1) L'idée qu'un taux de change flottant librement parviendrait par lui-même à l'équilibre.
- 2) Les accords libres entre pays créditeurs et pays débiteurs en matière de

crédits et de prêts dus au déséquilibre des échanges. Ces accords étaient fondés sur une fausse analogie – sur une similitude apparente – avec les transactions du XIX^e siècle entre pays anciennement établis et pays nouvellement développés. Ils devaient permettre aux prêts de créer les conditions de financement de leur propre remboursement.

3) La théorie selon laquelle l'afflux illimité d'or entraînerait automatiquement des ajustements des prix et de l'activité dans le pays bénéficiaire, ajustements qui relâcheraient la contrainte.

4) L'utilisation de la déflation, voire de la déflation *compétitive*, pour imposer un ajustement des niveaux de salaire et de prix qui, de gré ou de force, entraînerait le commerce vers de nouvelles filières.

5) L'utilisation délibérée de dépréciations de changes et, pis encore, de dépréciations des changes *compétitives*, pour atteindre le même but.

6) La mise en place de tarifs douaniers, de droits préférentiels, de subventions et de toute mesure du même acabit pour rétablir l'équilibre du commerce international par la restriction et la discrimination.

Ce n'est que dans les dernières années, quelques mois avant le krach, qu'en désespoir de cause après les expériences énumérées plus haut, le Dr Schacht s'arrêta sur quelque chose de nouveau qui contenait en germe une bonne idée technique. Il s'agissait de renoncer à l'usage d'une monnaie dotée de validité internationale pour revenir à une forme de troc, non pas entre individus, mais entre entités économiques. De cette façon, il était capable de retrouver le caractère essentiel et l'objectif premier du commerce tout en abandonnant le dispositif qui devait le faciliter mais qui, en fait, l'étranglait. L'innovation fonctionna bien, même brillamment pour ceux qui étaient responsables de sa mise en œuvre. Elle permit à l'Allemagne appauvrie de constituer des réserves sans lesquelles elle n'aurait pu s'engager dans la guerre. Mais comme le remarque M. Henderson, le fait que cette méthode était utilisée au service du mal ne doit pas nous faire perdre de vue l'avantage technique possible qu'elle peut constituer au service d'une bonne cause. « Si l'Allemagne, souligne-t-il, avait souhaité du beurre à la place de fusils ou d'avions, il n'y a aucune raison de douter que les expédients du Dr Schacht lui auraient permis d'obtenir du beurre plutôt que du minerai de l'étranger. » De surcroît, la négligence coupable des intérêts légitimes de l'autre partie concernée est caractéristique de la manière allemande de procéder. Elle n'est pas inhérente à cette méthode, comme le montrent les variantes de celle-ci que nous avons conçues et qui nous permettent de tenir notre front financier, même pendant la guerre.

J'expose, dans un article séparé, un moyen possible de conserver une monnaie ayant une validité internationale sans restriction³. L'autre option n'est certainement pas de retourner aux désordres monétaires de l'entre-deux-guerres – solution que la politique américaine de secours généreux pourrait atténuer, voire retarder –, mais

une version affinée et améliorée du dispositif de Schacht.

[...]

III

L'ANALYSE DU PROBLÈME

La principale cause de l'échec (sauf conditions transitoires particulières) de l'étalon monétaire international métallique librement convertible (d'abord l'argent puis l'or) peut se résumer à une seule caractéristique. Je demande d'être attentif au fait que je vais développer toute mon argumentation sur cet élément clé qui est seul de nature à assurer le succès de toute autre solution.

Il est caractéristique d'un étalon monétaire international métallique librement convertible de faire supporter la charge principale de l'ajustement au pays qui est en position *débitrice* en matière de balance des paiements internationale. C'est-à-dire au pays qui est dans ce contexte, par hypothèse, le plus faible et surtout le plus petit par rapport au reste du monde, soit l'autre plateau de la balance.

Pour la théorie classique, le flux d'or circulant librement et sans limites suscite automatiquement des ajustements de prix et d'activité entre le pays débiteur et le pays créancier, lesquels, en définitive, renverseront la vapeur.

L'objection habituelle à cette théorie est, d'une part, qu'elle est trop dépendante d'une théorie quantitative de la monnaie fruste et à présent abandonnée ; d'autre part, qu'elle ignore le manque d'élasticité dans la structure sociale des salaires et des prix.

Malgré ces graves objections, faisons l'hypothèse que cette théorie tienne la route. Ainsi, pour un pays qui aurait un poids économique équivalent au cinquième du monde, une diminution de ses réserves en or exercera selon toute vraisemblance une contrainte quatre fois plus forte sur son économie domestique qu'à l'étranger. L'écart sera encore plus grand s'il ne représente que le dixième ou le vingtième de l'économie mondiale. La contribution en termes d'efforts sociaux consécutifs pour le pays débiteur afin de restaurer l'équilibre (en modifiant les prix et les salaires) sera alors complètement disproportionnée par rapport à la contribution demandée par ses créanciers. Et ce n'est pas tout. Pour commencer, l'effort social d'ajustement à la baisse est bien plus grand qu'en sens inverse. Et en plus, le processus d'ajustement est *obligatoire* pour le débiteur et *facultatif* pour le créancier. Si le créancier ne met pas en œuvre ou n'accepte pas sa part dans l'ajustement, il n'en souffre aucun inconvénient. Car, alors que la réserve d'un pays ne peut tomber en dessous de zéro, il n'y a pas de plafond qui fixe une limite supérieure. Il en va de même si les prêts internationaux doivent constituer le moyen d'ajustement. Le débiteur doit emprunter ; le créancier, lui, n'a pas cette contrainte.

Une conséquence importante supplémentaire découle du déséquilibre de la contrainte de l'ajustement en faveur du pays débiteur par rapport au monde dans son ensemble. La plupart des moyens d'ajustement dont le pays débiteur dispose sont susceptibles d'exercer un effet défavorable sur ses termes de l'échange. Remarquons à ce propos que le meilleur argument en faveur de l'expédient des droits de douane

est que ceux-ci ne sont pas sujets à cette objection.

L'effet sur les termes de l'échange n'est pas le plus souvent compris par l'opinion. Il a pourtant une longue histoire dans la théorie économique. Il est apparu au grand jour lorsque fut débattue la question de savoir si l'Allemagne pourrait régler l'indemnité relativement modérée, en définitive, qui allait lui être imposée. L'explication est cependant aisée. La déflation de la demande intérieure, la dépréciation du change et les autres moyens semblables visent à stimuler les exportations en réduisant leur *prix* international en termes d'importations. L'ampleur de la réduction des prix nécessaire pour stimuler une expansion suffisante de la *quantité* d'exportations par rapport aux importations dépend de l'élasticité de la demande mondiale pour les produits caractéristiques de ce pays. Si, compte tenu de la nature des produits ou de la réticence des concurrents étrangers à renoncer à leur part de commerce, une importante réduction des prix est nécessaire pour stimuler une augmentation des ventes, le pays qui impose ses produits au monde souffrira une perte sévère de recettes correspondant au volume *antérieur* de son commerce. Pour prendre le cas limite, s'il est nécessaire de réduire le prix dans la même proportion que celle dans laquelle le volume est accru, le pays débiteur est entraîné dans une tâche de Sisyphe et ne se rapproche pas d'une position d'équilibre, quelle que soit l'importance de ses efforts. Le café brésilien offre un excellent exemple. Pour beaucoup de produits agricoles, un pourcentage assez raisonnable de la réduction du prix payé par le consommateur final pourrait, après déduction des coûts de transport et de distribution à l'étranger calculée à un taux fixe, présenter pour le producteur des conditions s'approchant du cas limite.

Deux caractéristiques inhérentes à l'étalon monétaire métallique international (en dehors des circonstances particulières) se dessinent. L'orientation automatique des ajustements dans des directions qui perturbent le plus l'ordre social. Puis le transfert de la charge aux pays les moins aptes à la supporter, de sorte que les pauvres continuent de s'appauvrir.

On trouvera la confirmation de l'importance de ces caractéristiques pendant les deux périodes où le système a « fonctionné ». Sous des influences particulières, la contrainte de la charge a été largement déplacée ou inversée, entre le débiteur et le créancier (ou le monde dans son ensemble). Pendant la période d'inflation causée par l'afflux d'argent provenant du Nouveau Monde, les pays créditeurs et puissants qui reçurent en premier l'argent durent prendre l'initiative de l'ajustement des prix (le même facteur facilitateur a sans doute été à l'œuvre lors de l'expansion du commerce et de la grande prospérité qu'ont connues les pays méditerranéens et au-delà à la suite de la dispersion, par Alexandre le Grand, des trésors du temple perse). Puis, pendant la période victorienne, l'organisation spécifique de Londres et, dans une moindre mesure, de Paris fit reposer la charge des ajustements sur des épaules plus solides. En effet, l'afflux d'or se traduisait, non par une baisse immédiate des prix et une hausse des salaires, mais par une augmentation des

investissements à l'étranger.

Les architectes d'un système international qui fonctionne correctement doivent retenir ces leçons. Le nouveau système doit exiger que l'initiative du rééquilibrage provienne des pays créditeurs. Il doit également maintenir suffisamment de discipline chez les pays débiteurs pour les empêcher d'exploiter cette nouvelle facilité. Il doit veiller à ce qu'ils ne vivent au-dessus de leurs moyens.

Le système d'avant-guerre comportait un défaut supplémentaire qui ne doit pas être sous-estimé. Le *laissez-faire* était de mise quand il s'agissait, à l'étranger, de laisser entrer ou sortir des capitaux pour des placements refuge, pour la spéculation ou pour l'investissement. Au cours du XIX^e siècle, et jusqu'en 1914, les flux de capitaux étaient orientés des pays créanciers vers les pays débiteurs, correspondant, *grosso modo*, aux pays anciens et aux nouveaux. Ils servaient à la fois à maintenir l'équilibre de la balance internationale des paiements et à faciliter l'exportation des ressources dans des pays en plein développement. Dans la première phase après la dernière guerre, les flux de capitaux continuèrent à être dirigés des pays créanciers vers les pays débiteurs. Toutefois, une grande partie des capitaux – provenant des États-Unis (et aussi de la Grande-Bretagne) et dirigés vers l'Europe – cessa d'être dirigée vers le développement de nouvelles ressources. Dans la seconde phase précédant la guerre actuelle, le système dégénéra complètement et les capitaux affluèrent des pays dont la balance commerciale était déficitaire vers les pays où elle était excédentaire.

Cette situation devint une cause majeure d'instabilité. Si la balance excédentaire des États-Unis avait été le seul problème, l'or nouvellement produit dans le reste du monde aurait été plus que suffisant pour le régler. Mais les flux de capitaux cherchant un refuge et les capitaux spéculatifs qui se surajoutaient aux entrées de capitaux⁴ conduisirent le système tout entier à sa ruine.

Nous n'avons aucune garantie que cette situation ne se répétera pas une fois la guerre terminée, que ce soit à une autre échelle ou dans une autre direction (on pourrait facilement imaginer la situation où les capitalistes américains seraient à la recherche de placements de refuge ; et si cela devait se produire, ce serait à une échelle telle qu'elle effacerait toute expérience antérieure). La position de la classe possédante, dans de nombreux pays, est susceptible de changer, voire d'être menacée, sous l'effet de changements sociaux. Les lieux où il sera le plus sûr et le plus avantageux de placer son argent vont changer à la vitesse de l'éclair. Les capitaux volatils pourraient balayer la planète, déstabilisant le monde habituel des affaires.

C'est pourquoi les mouvements de capitaux doivent nécessairement être régulés, ce qui entraînera des abandons importants des accords propres au *laissez-faire*.

IV

LA SOLUTION DE RECHANGE DEVANT NOUS

1) Pour le moment les États-Unis ne privilégient aucun remède radical. Les suggestions couramment avancées peuvent relever de trois catégories :

a) une aide abondante à l'Europe pendant la période de reconstruction ; cette aide pourrait même aller jusqu'à la redistribution d'une partie des stocks d'or redondants des États-Unis ;

b) une baisse des droits de douane et une restriction de la production de denrées agricoles pour l'exportation ;

c) une stimulation générale de la demande par le maintien d'un niveau d'emploi élevé consécutif à l'adoption de divers expédients faisant partie du New Deal.

Le premier remède ne fournirait aucune solution durable. Ni même temporaire pour nous⁵, à moins qu'il ne soit prévu que nous soyons bénéficiaires d'une part bien plus généreuse de cette aide, ce qui semble peu vraisemblable. En effet, nous aurons été avantagés pendant la guerre et il reviendra aux autres d'être aidés une fois celle-ci terminée. Quant au deuxième remède, il y a peu d'espoir pour qu'il soit mis en œuvre à une échelle adéquate. Le troisième remède offrirait une solution satisfaisante importante et sans doute bien adaptée, mais ses effets bénéfiques n'apparaîtraient qu'au moment où la demande serait effectivement stimulée. Je rejoindrais volontiers le point de vue selon lequel, en dehors de la régulation des mouvements de capitaux, le maintien plus ou moins continu d'un niveau élevé d'emploi aux États-Unis contribuerait largement au redressement de la balance internationale des paiements. Mais nous ne pouvons pas encore compter sur ce remède qui constitue une issue heureuse.

2) À la fin de la guerre, nous aurons un système de paiements et d'accords de compensation bien construit et qui, de fait, fonctionne. Ce système pourrait devenir un dispositif permanent en temps de paix dans lequel les aspects discutables du bilatéralisme seraient tempérés autant que possible. Avec la paix, de nouvelles possibilités se feront jour qui auraient été inimaginables dans le vieux système du *laissez-faire*. Si, en outre, nous devons continuer à augmenter nos achats de biens alimentaires et de matières premières à travers des organes officiels chargés de passer des contrats sur une base de réciprocité (autrement dit avec des pays prêts à acheter nos exportations), nous pourrions réussir à stabiliser et à équilibrer notre commerce à un niveau élevé.

Cette politique ne peut être mise en œuvre sans difficultés. J'ai prêté suffisamment d'attention aux détails pour en être pleinement conscient. Mais je crois qu'un dispositif durable peut être élaboré.

3) Je préfère d'abord esquisser un schéma idéal qui préserverait les avantages d'un moyen de paiement universellement acceptable sans les écueils de l'ancien système.

[...] On opposera à ce schéma qu'il est compliqué, nouveau et, en un sens, utopique. Non qu'il soit impraticable, mais parce qu'il prend pour acquis un degré de compréhension, d'esprit d'innovation audacieuse, de coopération et de confiance internationale dépassant ce qu'on peut raisonnablement et sans risque attendre.

Néanmoins, c'est avec cette proposition que je devrais approcher les États-Unis. Elle tente de satisfaire leurs exigences fondamentales. Elle nous permettrait d'adopter le mot heureux de « discernement ». Elle offre, par conséquent, un système dans lequel les États-Unis seraient plus disposés à coopérer avec enthousiasme. En outre, elle constitue un bon modèle pour analyser l'essence du problème et pour mettre pleinement en lumière les éléments essentiels de toute solution satisfaisante. « Si vous le rejetez, alors quoi ? » pourrions-nous demander. « Maintenant que vous êtes en possession des éléments essentiels du problème, quelle autre solution proposez-vous ? »

¹. Ce texte, inédit en français, figure dans le volume XXV des œuvres complètes de Keynes (*Collected Writings of John Maynard Keynes*, vol. XXV : *Activities 1940-1944, Shaping the Post-War World, The Clearing Union*, Londres, Macmillan, 2012, p. 21-33). La partie II : *Our Contemporary British Problem*, centrée sur les problèmes particuliers de la Grande-Bretagne, n'a pas été traduite ici.

². Aux termes d'un accord conclu lors de la Conférence d'Ottawa (Canada) en 1932, les droits de douane furent abaissés entre pays membres du Commonwealth et, à l'inverse, augmentés pour le commerce en provenance de pays non membres ; ce régime devait durer cinq ans, mais le Canada l'abandonna dès 1935.

³. Il s'agit du *bancor*, unité de compte des échanges internationaux définie par rapport à l'or, clé de voûte de l'International Clearing Union plan de Keynes. (*N.d.T.*)

⁴. Liés à l'excédent américain. (*N.d.T.*)

⁵. C'est-à-dire la Grande-Bretagne. (*N.d.T.*)

Citations choisies

La pensée de Keynes au sujet du libéralisme, que ce soit au sens anglais, c'est-à-dire progressiste – il s'y rattache –, ou au sens économique – il s'y oppose –, ne se limite pas aux textes qui ont été présentés dans ce recueil. Son œuvre considérable publiée dans les trente volumes des *Collected Writings*¹, s'y réfère constamment. Les quelques citations qui suivent en témoignent. Elles ont été choisies dans d'autres textes, naturellement, que ceux qui ont été présentés. Du parti libéral au Fonds monétaire international, en passant par l'amour de l'argent et les cycles économiques, ces citations ont été regroupées en douze thèmes. Les premiers ont trait au libéralisme au sens progressiste, les suivants au sens économique.

Parti libéral

Après les élections de 1924, une coalition entre libéraux et travaillistes était envisagée afin de supplanter le parti conservateur. Dans le contexte de ce débat, Keynes dévoile ses sympathies politiques profondes.

*

« La République de mon imagination se situe à l'extrême gauche de la constellation politique. Mais quand même – je sens que ma vraie maison, tant qu'ils offriront un toit et un sol, est encore avec les Libéraux. »

« Il est préférable que le parti conservateur soit géré par des ex-Libéraux honnêtes et intelligents, qui sont devenus trop âgés et inflexibles pour nous, plutôt que par des “ultras”. Sans doute le parti libéral ne peut-il mieux servir l'État qu'en proposant des ministres aux gouvernements conservateurs et des idées aux gouvernements travaillistes. »

« Liberalism and Labour » (1926),
CW IX, p. 309-310.

États totalitaires

Après son mariage en 1925 avec la ballerine russe Lydia Lopokova, Keynes se rend en URSS. Il est effaré par la privation de liberté économique et politique qui y règne.

*

« Je suis prêt à renoncer à mon confort et à mes habitudes, mais je ne suis pas prêt à accepter un credo se souciant peu de combien il détruit la liberté et la sécurité de la vie de tous les jours, qui a recours délibérément aux armes de la persécution, de la destruction et de la lutte internationale. »

« A Short View of Russia » (1925),
CW IX, p. 258.

Économistes français

Dans sa préface à l'édition française de la *Théorie générale* (traduite en 1939, publiée en 1942), Keynes stigmatise la « loi des débouchés » de J.-B. Say, qui, loin d'être abandonnée, perdure, notamment en France, à travers les « économistes de l'offre » et fait l'éloge d'une théorie de l'intérêt qu'il a trouvée chez Montesquieu.

*

« Il nous semble que jusqu'à une date récente les doctrines associées au nom de J.-B. Say ont dominé partout la science économique beaucoup plus qu'on ne l'a cru. Il est vrai que la plupart des économistes ont abandonné depuis longtemps sa "loi des débouchés", mais ils n'ont pas rejeté ses hypothèses fondamentales et particulièrement le sophisme d'après lequel la demande serait créée par l'offre. Say suppose implicitement que le système économique travaille constamment à pleine capacité, de telle sorte qu'une activité nouvelle se substituerait toujours et ne s'ajouterait jamais à une autre activité. Presque toute la théorie économique postérieure découle de la même hypothèse en ce sens que cette hypothèse lui est nécessaire. Or il est évident qu'une théorie fondée sur une telle base ne saurait convenir à l'étude des problèmes se rapportant au chômage et au cycle économique. Peut-être ferons-nous mieux comprendre aux lecteurs français le caractère que nous avons voulu donner au présent ouvrage [la *Théorie générale*] en disant que, dans la théorie de la production, il abandonne définitivement les doctrines de J.-B. Say et que, dans la théorie de l'intérêt, il revient aux doctrines de Montesquieu. »

Préface à l'édition française de la TG (1939), p. 20.

Chômage

Le caractère choquant et injuste du chômage, preuve de l'échec du système économique des années 1920 et 1930, est sans doute ce qui a conduit Keynes à prendre progressivement ses distances avec le libéralisme et le laissez-faire.

*

« Ainsi, l'inflation est injuste et la déflation malavisée. Entre les deux, si on écarte les inflations exagérées comme celle que connaît l'Allemagne, c'est peut-être la déflation qui est pire ; parce qu'il est plus grave, dans un monde appauvri, de provoquer du chômage que de décevoir le rentier. »

« A Tract on Monetary Reform » (1923),
CW IV, p. 36.

« Avec un million de chômeurs, nous pouvons maintenir notre niveau de vie ; avec deux millions nous le pouvons probablement ; avec trois millions nous ne le pouvons probablement pas. Ainsi une “politique négative²”, en laissant le chômage augmenter régulièrement, conduira à exiger en vain une réduction de notre niveau de vie. Si nous ne faisons rien pendant trop longtemps, nous ne pourrons plus rien faire. »

« Proposals for a Revenue Tariff » (1931),
CW IX, p. 234.

Orthodoxie budgétaire

À mesure que les effets dévastateurs du retour à la parité-or de la livre d'avant-guerre (1925) se faisaient sentir notamment avec la progression du chômage, Keynes, qui commençait à dénoncer les méfaits du laissez-faire, s'engage résolument auprès des Libéraux en participant à la rédaction du programme de Lloyd George, « Nous pouvons vaincre le chômage », antithèse de la défense sans faille de l'équilibre budgétaire que l'on nommait alors en Angleterre la « Treasury view ».

*

« Voici ce que soutenait le chancelier de l'Échiquier [Churchill] dans son discours à la Chambre des Communes sur le budget : “Le dogme orthodoxe du ministère des Finances, défendu avec constance et fermeté, est que, quels que puissent être leurs avantages politiques et sociaux, on ne pourra en fait créer que très peu d'emplois supplémentaires (et parmi ceux-ci, aucun emploi permanent) en ayant recours à l'emprunt et à la dépense de l'État. Une certaine dépense de l'État est inévitable, et même sage et juste en elle-même, mais non comme remède au chômage”, conclut-il.

Si on rapproche cette déclaration de la situation concrète d'aujourd'hui, cet argument est, pensons-nous, largement dépourvu de fondement. »

« Can Lloyd George Do It ? » (1929),
CW IX, p. 115.

L'amour de l'argent

Alors que pour les économistes classiques, l'amour de l'argent est un pilier du système libéral, pour Keynes, c'est une perversion. Mais surtout, comme il l'analysera plus tard dans la *Théorie générale*, l'amour de l'argent est, selon lui, une des causes du chômage.

*

« L'amour de l'argent comme objet de possession – qu'il faut distinguer de l'amour de l'argent comme moyen de tirer parti des plaisirs et des réalités de la vie – sera reconnu pour ce qu'il est, une maladie quelque peu répugnante, un de ses penchants à moitié criminel, à moitié pathologique, que l'on confie en frémissant aux spécialistes des maladies mentales. »

« Perspectives économiques pour nos petits-enfants » (1930), CW IX, p. 329³.

« Le problème moral de notre époque est lié à l'amour de l'argent ; c'est à lui que nous faisons le plus souvent appel pour entreprendre les neuf dixièmes des actions de la vie ; c'est lui qui motive l'effort que fournit chaque individu pour assurer sa sécurité économique ; c'est lui qui est une des marques de la réussite individuelle et qui suscite la considération de la société ; c'est lui qui répond à la pression sociale encourageant l'instinct de thésaurisation pour garantir l'avenir et la subsistance de la famille. »

« A Short View of Russia » (1925), CW IX, p. 268-269.

« De toutes les maximes de la finance orthodoxe, il n'en est aucune, à coup sûr, de plus antisociale que le fétichisme de la liquidité, cette doctrine selon laquelle ce serait une vertu positive pour les institutions de placement de concentrer leurs ressources sur un portefeuille de valeurs "liquides". Une telle doctrine néglige le fait que, pour la communauté dans son ensemble, il n'y a rien qui corresponde à la liquidité du placement. »

TG (1936), p. 221.

Épargne

L'homme d'affaires qui investit augmente l'activité et l'emploi tout en s'enrichissant s'il réussit. Mais épargner, c'est-à-dire ne pas consommer, freine l'activité et augmente le chômage car les dépenses des uns sont les revenus des autres et, inversement, les épargnes des uns sont les manques à gagner des autres. Ces vérités contre-intuitives, mises en lumière par Keynes, sont contraires à l'enseignement des classiques et constituent un des éléments clés de la pensée keynésienne.

*

« Ce n'est pas l'avare qui devient riche ; mais celui qui dépense son argent pour un investissement fructueux. »

« Can Lloyd George Do It ? » (1929),
CW IX, p. 123.

« Une sage économie, que d'aucuns appellent *épargne*, est dans les familles privées le moyen le plus sûr d'augmenter les patrimoines. Certains estiment que dans l'ensemble d'un pays, fertile ou non, la même méthode peut être appliquée et doit produire le même effet. Ils pensent par exemple que les Anglais pourraient être beaucoup plus riches qu'ils ne le sont, s'ils étaient aussi économes que certains de leurs voisins. C'est à notre avis une erreur. »

TG (1936), p. 454.

Esprits animaux

C'est précisément l'homme d'affaires dynamique et plein d'enthousiasme, animé par les « esprits animaux », qui est le moteur de l'activité économique et de l'emploi. Cette expression introduite par Keynes dans le vocabulaire financier et économique a été souvent commentée⁴ : les « esprits animaux » sont à la fois un atout du libéralisme économique et constituent une source de fragilité du fait de leur imprévisibilité.

*

« Il est probable que nos décisions de faire quelque chose de positif dont les conséquences s'échelonnent sur de nombreux jours ne peuvent pour la plupart être prises que sous la poussée d'esprits animaux – d'un besoin spontané d'agir plutôt que de ne rien faire – et non en conséquence d'une moyenne pondérée de bénéfices quantitatifs multipliés par des probabilités quantitatives. »

TG (1936), p. 228.

Cycles économiques

Impressionné par le chômage de son époque, à partir des années 1930, Keynes consacre tous ses efforts à y remédier. Ses affinités politiques le dirigent vers le parti libéral qui échoue aux élections de 1929 ; son analyse économique le conduit à rendre la doctrine erronée du libéralisme responsable de ce fléau. Keynes rédige alors la *Théorie générale* où il propose une solution au chômage.

*

« Le vrai remède au cycle économique ne consiste pas à supprimer les booms et à maintenir en permanence une semi-dépression, mais à supprimer les dépressions et à maintenir en permanence une situation voisine du boom. »

« Le boom est une situation où le “super-optimisme” l’emporte sur un taux d’intérêt qui, envisagé de sang-froid, eût été jugé trop élevé. »

TG (1936), p. 411.

Bourse des valeurs

Une manière d'atténuer le caractère spéculatif des bourses est, selon Keynes, de taxer les transactions. Cette proposition, appliquée aux transactions monétaires internationales, a été reprise en 1972 par l'économiste James Tobin pour lutter contre la volatilité des taux de change. Une taxe sur les transactions financières est en projet depuis 2008, mais n'a pas encore vu le jour.

*

« Il est généralement admis que, dans l'intérêt même du public, l'accès des casinos doit être difficile et coûteux. Peut-être ce principe vaut-il aussi en matière de Bourses... La création d'une lourde taxe d'État frappant toutes les transactions se révélerait peut-être la plus salutaire des mesures permettant d'atténuer aux États-Unis la prédominance de la spéculation sur l'entreprise. »

TG (1936), p. 226-227.

État stationnaire

La régulation de la démographie fait partie de l'arsenal des moyens pour lutter contre les excès du laissez-faire, générateurs de chômage. En 1930, Keynes imagine un état stationnaire paradisiaque qui pourrait être celui de la fin des années 2030. Si on se place à l'échelle mondiale, l'explosion démographique, le triomphe du néolibéralisme et les graves atteintes portées à l'environnement éloignent cette perspective heureuse de jour en jour.

« À supposer l'absence de grandes guerres et d'augmentation importante de la population, le *problème économique* pourrait être résolu d'ici à cent ans, ou du moins sa solution pourrait être en vue à cet horizon. Cela signifie que, si nous nous projetons dans l'avenir, le problème économique n'est pas le problème permanent de l'espèce humaine.

[...]

« Ainsi, pour la première fois depuis ses origines, l'homme sera face à face avec son véritable, son éternel problème : lorsqu'il sera délivré des pressions économiques, quel usage faire de sa liberté, comment occuper les loisirs que la science et les intérêts composés lui auront procurés, comment vivre bien, sagement et agréablement ? »

« Perspectives économiques
pour nos petits-enfants » (1930),
CW IX, p. 326 et 328.

Fonds monétaire international et Banque mondiale

Le plan Keynes, qui reposait sur des règles impartiales à valeur universelle, distinctes des principes du laissez-faire, fut supplanté par le plan White qui servait mieux les intérêts des États-Unis. En 1946, dans une célèbre conférence, quelques semaines avant de mourir, Keynes laisse apparaître une certaine amertume. La fée Carabosse annonce le risque d'effondrement du nouveau système, risque qui s'est hélas avéré.

*

« Pour que ces institutions gagnent la pleine confiance d'un monde suspicieux, il est impératif que leur approche de chaque problème, non seulement soit tout à fait objective et œcuménique, dépourvue de préjugés et impartiale, mais encore qu'elle apparaisse comme telle. »

[Si la méchante fée Carabosse avait été là, nous dit Keynes, voici les propos qu'elle aurait tenus :]

« Mes deux galopins [le FMI et la Banque mondiale], vous deviendrez des politiques en grandissant ; chacune de vos idées et chacun de vos actes aura une arrière-pensée ; chaque chose que vous déciderez ne le sera pas en fonction de son intérêt ou de ses mérites propres, mais en raison d'autres considérations. »

« Lord Keynes's speech at inaugural meeting
of governors of Fund and Bank »,
Savannah (9 mars 1946),
CW XXVI, p. 216.

[1.](#) *The Collected Writings of John Maynard Keynes*, Cambridge University Press, ci-après désignés CW suivi du numéro, en chiffres romains, du tome (par exemple CW IX). Pour les citations tirées de la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (Paris, Payot, 2017), elles sont indiquées par TG.

[2.](#) C'est-à-dire une politique d'austérité, impliquant une réduction des dépenses publiques et des salaires. (*N.d.T.*)

[3.](#) Ce texte a paru en français dans John Maynard Keynes, *Sur la monnaie et l'économie*, traduit par Michel Panoff, Paris, Payot, coll. « Petite Bibliothèque Payot », 2009.

[4.](#) George A. Akerloff et Robert J. Shiller, *Les Esprits animaux*, traduit par Corinne Faure-Geors, Paris, Flammarion, coll. « Champs », 2013.